



PROCES-VERBAL

DU CONSEIL MUNICIPAL DU 12 OCTOBRE 2020



Mesdames et Messieurs
les Conseillers Municipaux

Direction du pôle des ressources stratégiques
Service affaires juridiques/gestion des assemblées
Objet : réunion du conseil municipal
Affaire suivie par : Emmanuelle DADDA

Villefontaine, le 6 octobre 2020

CONVOCATION AU CONSEIL MUNICIPAL

Date d'affichage : 6 octobre 2020

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer au conseil municipal qui se déroulera le :

**Lundi 12 octobre 2020 à 19h00
A la salle Daniel Balavoine
118 avenue du Driève - VILLEFONTAINE**

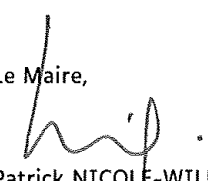
L'ordre du jour et les projets de délibération correspondants sont joints à la présente convocation.

Dans le souci du respect des gestes barrières, je vous remercie de vous munir de votre masque et de votre stylo.

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, en l'expression de mes sincères salutations.



Le Maire,


Patrick NICOLE-WILLIAMS
Vice-Président de la CAPI

	ORDRE DU JOUR
	Relevé des décisions
1	Approbation des procès-verbaux des Conseils Municipaux des 3 et 10 juillet 2020
2	Délégations permanentes du conseil municipal au Maire : actualisation de la délégation de fixation des droits et tarifs qui n'ont pas un caractère fiscal
3	Groupement de commandes pour les marchés de services d'assurances entre la commune de Villefontaine et son CCAS
4	Dématérialisation de la transmission des actes au contrôle de légalité : extension aux arrêtés et actes de la commande publique
5	Adoption du règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres de Villefontaine
6	Subvention DSIL 2020 - Modification du plan de financement du GS1 Galilée
7	Désignation d'un correspondant défense
8	Désignation des délégués du conseil municipal aux conseils d'administration et à l'assemblée générale du GIP Réussite Educative du Nord-Isère, du PIMMS de l'Isère et du PRADO
9	Approbation de la charte d'utilisation du wifi public de la commune de Villefontaine
10	Convention relative à l'organisation d'agences postales communales
11	Modification du tableau des effectifs
12	Détermination des taux de promotion pour les avancements de grade
13	Attribution d'une garantie d'emprunt au bénéfice de Alpes Isère Habitat OPH, concernant la réhabilitation thermique de 41 logements. Opération « Buisson rond »
14	Attribution d'une garantie d'emprunt au bénéfice de Alpes Isère Habitat OPH, Opération « Le Moras »
15	Attribution d'une garantie d'emprunt au bénéfice de la Société Dauphinoise, Opération « Village Dauphinois »
16	Subvention exceptionnelle au Comice Agricole du Nord Dauphiné
17	Subvention exceptionnelle à l'Association sportive de Villefontaine – Section Ski-junior
18	Subvention exceptionnelle à l'association de la fondation étudiante pour la ville
19	Subvention exceptionnelle à l'association API TRI
20	Subvention exceptionnelle à l'association Avenir Basket Dauphiné
21	Avenants aux conventions de partenariat avec la CCI Nord-Isère, la CMA Isère dans le cadre du FISAC
22	Modification du règlement d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente.

23	Dénomination de la rue des Sports desservant le centre tennistique et les plateaux sportifs
24	Dénomination de la rue de la Prairie desservant les plateaux sportifs, les vestiaires et un logement
25	Vente par la SDH de 89 logements de l'ensemble immobilier les Serpentes
26	Proposition de non facturation des prestations temps méridien et ALSH dans les situations Covid
27	Schéma directeur immobilier et énergétique : Appel à manifestation d'intérêt avec l'ADEME et la Banque des Territoires
	Questions et informations diverses

L'an deux mille vingt, le douze octobre, le Conseil municipal de Villefontaine dûment convoqué le 6 octobre 2020, conformément aux articles L2121-7, L2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire de Villefontaine.

PRÉSENTS : Mmes et MM. A. CROS, C. DEBRYE, L. DI SANTO, J. DOS SANTOS, C. DUMOULIN, JC. DURA, M. FAYET, J. GAGET, C. GAMBIER-ORTIZ, G. GENTHON, L. GRONDIN, M. GUENNOUN, C. GUETAT, J. GUILLERMINET, N. GUSTO, K. HALLOUL, B. JAN, H. KHETTAB, C. KOPFERSCHMITT, M. LOMBARD, M. LORIOT-CARNIS, B. LOUKILI SENHAJI, Z. MAZARI, AV. MITTENDORFER, L. NASSISI, P. NICOLE-WILLIAMS, D. PENOT, A. SAGIROGLU, JN. SALMON, Y. TOUYERAS. M. TUNCA.

ABSENTS REPRÉSENTÉS :

R. MESLEM pouvoir à JC. DURA
A. VERJUS pouvoir à JN. SALMON

ABSENTS EXCUSÉS :

Néant

Le Maire ouvre la séance à 19 heures.

Est nommé secrétaire de séance : Laurent DI SANTO

M. le Maire: Compte tenu d'un évènement dramatique qui a endeuillé une famille de Villefontaine dans les circonstances que vous connaissez tous, je souhaiterais que nous nous associions au deuil de cette famille en observant une minute de silence, s'il vous plaît. Je vous remercie.

(Observation d'une minute de silence)

Pour l'ouverture du Conseil, je vais faire l'appel.

(Le Maire procède à l'appel)

Le quorum étant très largement atteint, ce Conseil peut délibérer. Compte tenu des règles que nous nous sommes fixé dans les Conseils Municipaux de désigner un secrétaire de séance par ordre alphabétique, celui de ce soir sera Laurent DI SANTO.

Examen des points à l'ordre du jour:

RELEVÉ DES DÉCISIONS

M. le Maire : Première délibération de ce Conseil Municipal concerne le relevé des décisions du Maire que vous avez dans vos pochettes. Y a-t-il des demandes d'intervention, des observations sur les décisions ?

Je mets aux voix, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

Jean-Noël SALMON : Ce n'est pas un vote.

M. le Maire : Oui, pardon, excusez-moi.

Anne-Valérie MITTENDORFER : J'avais une question par rapport aux décisions du Maire. Les points M25 à M29, c'est un montant total de 123 661,10 euros, je voudrais avoir confirmation s'il s'agit bien du projet de la Caravane Des Possibles.

M. le Maire : De mémoire, oui.

Anne-Valérie MITTENDORFER : Est-ce que cela correspond à ce qui était prévu à l'enveloppe budgétaire initiale ?

Arrivée de Michel FAYET 00.04.35

M. le Maire : En ce qui concerne le local existant au centre commercial de Servenoble, cela concerne la Caravane Des Possibles, je le confirme.

Anne-Valérie MITTENDORFER : D'accord, merci.

1. APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX DES CONSEILS MUNICIPAUX DES 3 ET 10 JUILLET 2020

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention ? Des observations ? Je les mets aux voix ? Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Ceux-ci sont adoptés à l'unanimité. Je vous remercie.

Adoptés à l'unanimité

2. DÉLÉGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE : ACTUALISATION DE LA DÉLÉGATION DE FIXATION DES DROITS ET TARIFS QUI N'ONT PAS UN CARACTÈRE FISCAL

M. le Maire : Ces délégations ont déjà été votées au Conseil Municipal le 3 juillet 2020. Nous
Ville de Villefontaine – procès-verbal du conseil municipal du 12 octobre 2020

avons simplement omis de mettre une limite dans les augmentations et les diminutions dans les marges de 50 % par an des tarifs existants pour tout ce qui concerne les droits prévus au profit de la Commune, mais qui n'ont pas un caractère fiscal parce que tout ce qui concerne le caractère fiscal doit passer obligatoirement devant le Conseil Municipal. Je vous propose de mettre une limite à 5 000 euros par voie unitaire sur la création de nouveaux tarifs qui font partie de la délégation permanente que vous avez donnée au Maire au Conseil Municipal du 3 juillet. Nous avons remis l'intégralité de la délibération pour qu'il n'y en ait qu'une et qu'on ne procède pas à délibération plus un avenant de commodité. Y a-t-il des demandes d'intervention ?

Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Cinq abstentions. Je vous remercie. C'est adopté à la majorité.

Adoptées à la majorité

3. GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LES MARCHES DE SERVICES D'ASSURANCES ENTRE LA COMMUNE DE VILLEFONTAINE ET SON CCAS

M. le Maire : Les articles 2113-6 à 2113-8 du Code de la commande publique prévoit la possibilité de recouvrir un groupement de commandes entre les collectivités des établissements publics locaux, la commune et son CCAS pour différents marchés. Nous avons choisi de mutualiser ces contrats d'assurance avec le CCAS dans un souci de mutualisation des moyens, d'économie d'échelle et de plus grande efficacité.

Cette consultation qui sera lancée comprendra les points suivants, vous avez la dénomination des locaux au tableau :

- Assurance lot 1 : assurance dommage aux biens des risques annexes
- Assurance lot 2 : assurance des responsabilités et des risques annexes
- Assurance lot 3 : assurance des véhicules et des risques annexes
- Assurance lot 4 : assurance de la protection fonctionnelle des agents et des élus
- Assurance lot 5 : assurance des prestations statutaires

Y a-t-il des demandes d'intervention ? Des demandes d'explication ? Non. Je soumetts aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

Adopté à l'unanimité

4. DÉMATÉRIALISATION DE LA TRANSMISSION DES ACTES AU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ : EXTENSION AUX ARRÊTÉS ET ACTES DE LA COMMANDE PUBLIQUE

M. le Maire : À la mairie de Villefontaine, nous sommes déjà engagés depuis plusieurs années
Ville de Villefontaine – procès-verbal du conseil municipal du 12 octobre 2020

dans la dématérialisation des documents. L'intérêt, c'est que ces actes sont exécutoires dès lors qu'ils ont été transmis en Préfecture par voie dématérialisée. Le dispositif de contrôle de légalité dématérialisé permet aujourd'hui la dématérialisation d'un plus grand nombre de documents au contrôle de légalité.

Sont concernés aujourd'hui par le dispositif de dématérialisation des délibérations : les arrêtés, les documents budgétaires et financiers, les marchés publics et les contrats de concession.

Sont expressément exclus de cette transmission électronique tous les actes d'urbanisme, les délibérations, les documents urbanistes et les autorisations du droit des sols.

Il s'agit d'une extension du processus de dématérialisation que nous avons déjà engagée depuis plusieurs années. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce sujet ? Donc, je mets aux voix.

Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité

5. ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DE VILLEFONTAINE

M. le Maire : Il s'agit d'une délibération uniquement réglementaire. Le règlement intérieur de la commission d'appel d'offres est joint à la délibération et concerne exclusivement la commission d'appel d'offres. Pour information, les seuils vous sont rappelés dans la note qui a été jointe au règlement intérieur et qui a fait l'objet d'une information en commission finance. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Oui Monsieur NASSISI.

Ludovic NASSISI : Simplement, vous signifier que nous allons voter contre cette résolution parce que nous ne faisons pas partie de cette commission.

M. le Maire : Très bien, je vous remercie. Je prends acte de votre délibération. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je sou mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Trois. Y a-t-il des abstentions ? Non. C'est adopté à la majorité, je vous remercie.

Adopté à la majorité

6. SUBVENTION DSIL 2020 - MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT DU GS1 GALILÉE

M. le Maire : La raison de cette demande de subvention est du fait que nous avons été notifiés d'une subvention à la dotation politique de la ville, moins importante qu'attendu. Dans le cadre du plan de relance et de l'amendement au budget de l'État, ce plan de relance, Madame la Sous-Préfète nous a proposé de redéposer une demande dans le cadre du DSIL 2020 pour compléter notre financement du GS1. Le tableau des ressources est joint à la délibération. Il est indiqué que la DPV a été notifiée pour 326 622 euros, et nous faisons une demande DSIL pour 933 278 euros. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Oui, Madame MITTENDORFER.

Anne-Valérie MITTENDORFER : Au-delà des questions de financement qui se posent à nous, il a été évoqué en commission environnement et développement durable que les appels d'offres pour les travaux du GS1 n'avaient pas reçu de réponses satisfaisantes. Qu'en est-il aujourd'hui ? Pouvons-nous avoir quelques informations sur ce sujet ?

Jacques DOS SANTOS : Effectivement, les appels d'offres qui avaient été lancés sont fructueux. Nous relançons tous les appels d'offres, tous les lots avec des modifications par le Bureau d'études et l'architecte. Donc, c'est en train de se faire. Vu les délais et le fait que les travaux se réaliseront avec les enfants dans le groupe scolaire, nous avons fixé les délais pour commencer les travaux au deuxième trimestre de l'année 2021 pour profiter, notamment des grandes vacances pour faire le maximum de travaux bruyants. Nous aurions pu faire un peu moins en gagnant deux mois, mais ce n'était pas favorable pour les enfants. De ce fait, nous relancerons tous les appels d'offres - c'est en train de se faire - en essayant cette fois d'avoir des réponses positives et de laisser un peu plus de temps aux entreprises de voir comment se passe la conjoncture, surtout avec le Covid, ce n'est pas du tout simple. Pour l'instant, le début de l'installation du chantier est prévu pour les vacances de Pâques.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres demandes d'information ? Je sou mets aux voix. Sur cette demande de subvention DSIL, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

Adoptée à l'unanimité

7. DÉSIGNATION D'UN CORRESPONDANT DÉFENSE

M. le Maire : Un courrier en date du 16 juillet 2020 de la Préfecture de l'Isère sollicite la Commune pour la désignation d'un conseiller municipal en charge des questions de défense. Il nous semble intéressant de nommer un correspondant défense au niveau de la ville au regard de plusieurs choses.

D'abord, nous sommes déjà engagés dans une action de sensibilisation des jeunes au devoir de mémoire, qui rentrent dans les attributions d'un correspondant défense. Informer les citoyens de la possibilité qui leur est offerte de participer aux activités de défense au titre de préparation militaire et au volontariat de la réserve militaire.

Enfin, même si c'est complètement décorrélé et que ce n'est pas une obligation, il me semble intéressant de profiter et de confier au conseiller municipal qui sera désigné comme correspondant défense la mission de réactiver une réserve citoyenne de sécurité civile. Eu égard aux éléments climatiques que nous avons connus l'hiver dernier, je pense à l'épisode neigeux, suivi d'un épisode venteux quelques heures après. Quand on voit ce qui se passe malheureusement aujourd'hui dans certaines régions de France avec les catastrophes issues de conditions climatiques dont nul ne peut prédire que cela ne se reproduira pas demain sur notre Commune ou dans notre environnement immédiat, il nous semble intéressant de réactiver une réserve citoyenne de sécurité civile, ce qui a existé par le passé, et cela sera confié au correspondant défense. Je propose, ce soir, de désigner es-qualité compte tenu de son passé professionnel, de désigner Monsieur Christian GUETAT comme correspondant défense. Monsieur SALMON ?

Jean-Noël SALMON : C'est un ancien militaire ?

M. le Maire : Non, mais c'est un homme qui est rompu aux questions de sécurité.

Jean-Noël SALMON : C'était une plaisanterie.

M. le Maire : Il a fait son service, je ne sais pas. Donc, c'est un ancien militaire.

Jean-Noël SALMON : Dans ce cas, nous sommes un certain nombre. Juste un élément de contexte, nous nous abstiendrons sur la désignation de Christian GUETAT. C'est un choix que vous faites et qui vous appartient. Je n'ai pas de remarques particulières là-dessus. Par contre, je voudrais saluer la réactivation de la réserve citoyenne de sécurité civile. Je pense que les épisodes récents, notamment l'année dernière, ont montré tout son intérêt. Nous avons souligné ce point au moment de la campagne. Le manque de cette organisation qui peut à certains égards venir soutenir et compléter le travail des services municipaux et des services de sécurité.

M. le Maire : Je vous remercie de cette déclaration. Je ne comprends pas bien la position qui consiste à dire qu'on salue la réactivation, mais on s'abstiendra sur le vote du conseiller qui sera désigné, mais cela vous appartient.

Jean-Noël SALMON : Vous ne nous demandez pas de vote sur la réserve citoyenne, mais il faut désigner un membre de votre majorité.

M. le Maire : J'ai compris, mais encore une fois, cela m'interpelle. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix. Sur la désignation de Monsieur GUETAT comme correspondant de défense, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Huit. Je vous remercie, c'est adopté à la majorité.

Adoptée à la majorité

8. DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION ET A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GIP REUSSITE EDUCATIVE DU NORD-ISERE, DU PIMMS DE L'ISÈRE ET DU PRADO

Danielle PENOT : Monsieur le Maire propose de désigner Danielle PENOT en continuation du travail réalisé sur le précédent mandat, au PIMMS et au PRADO, mais également, pour siéger au Conseil d'administration du GIP PRE, Programme de Réussite Educative, en tant que titulaire et Madame Bouchra LOUKILI en charge du projet éducatif du territoire comme suppléante, et à l'assemblée générale Danielle PENOT et Bouchra LOUKILI. Il y a eu un avis favorable de la commission Bien Vivre Ensemble du 14 septembre 2020.

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention ? Y a-t-il des oppositions ? Excusez-moi.

Jean-Noël SALMON : Monsieur le Maire, excusez-moi. Je n'ai pas levé le bras assez haut, c'est vrai que la disposition de la salle n'est pas optimum.

Sur le GIP de réussite éducative au Nord-Isère, de mémoire, dans le mandat précédent, il y avait un membre de l'opposition qui siégeait comme suppléant et qui avait participé aux travaux. Est-ce que vous envisageriez de reconduire cette répartition ? Dans ce cas, je vous proposerais la candidature de Monsieur Khalid HALLOUL comme suppléant au GIP réussite éducative.

M. le Maire : Monsieur SALMON, je suis étonné parce que lorsque nous avons fait ces propositions en commission, vous aviez dit que vous ne vous exprimeriez pas ; et vous n'avez pas fait de proposition.

Jean-Noël SALMON : J'en fais une ce soir.

M. le Maire : Oui, mais il fallait le dire au moment des commissions, Monsieur SALMON, parce que celles-ci sont faites pour cela. Il y avait eu le débat de concertation et vous n'avez pas voulu vous exprimer. Vous n'avez pas fait de proposition de suppléant.

Jean-Noël SALMON : Monsieur le Maire, pour être clair, le jour de la réunion de la commission Bien Vivre Ensemble, il n'y avait pas de service ni de dossiers et les explications étaient légèrement succinctes donc nous avons fait avec. Effectivement, j'ai dit que je ne participerais pas au vote formel donnant l'avis de la commission, mais vous pouvez le comprendre, quant au GIP réussite éducative, je vous redis notre intérêt, je vous fais cette proposition.

M. le Maire : Je suis navré, mais la proposition arrive trop tard. Des gens se sont désignés pour être titulaires et suppléants. Je suis navré, mais cela arrive trop tard.

Je mets aux voix cette délibération. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Huit. Je vous remercie, c'est adopté à la majorité.

Adoptée à la majorité

9. APPROBATION DE LA CHARTE D'UTILISATION DU WIFI PUBLIC DE LA COMMUNE DE VILLEFONTAINE

Danielle PENOT : Pour l'installation d'une borne pour déployer le WiFi public dans le cadre du contrat de projet de la Maison de quartier de Servenoble, cette dernière avec la CAF s'est engagée à lutter contre la fracture numérique. Le projet de charte annexé rappelle les modalités d'utilisation du WiFi public qui est proposé à l'échelle communale, pour tous les équipements qui en seront dotés. Les connexions passent par un boîtier sécurisé. Celui-ci filtre les données et bloque tout contenu inadapté. Les codes de connexion seront gérés par la Maison de quartier au niveau de l'accueil. Les personnes qui voudront en bénéficier au niveau associatif pourront avoir 1 heure à 365 jours. Les particuliers auront une heure. Donc, il vous est demandé d'approuver ce soir l'utilisation du WiFi public sur la Commune de Villefontaine.

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention ? Oui, Monsieur SALMON.

Jean-Noël SALMON : Je vais refaire la même que celle que j'ai faite lors de la commission puisque c'est la loi du genre. Madame PENOT vient de nous expliquer la situation de la Maison de quartier de Servenoble. J'ai bien compris que cela partait de là. Je voudrais m'assurer de ce que nous avons à délibérer, que la charte concerne bien l'ensemble des bornes publiques gérées par la ville, installées ou à venir. Sommes-nous d'accord ?

Danielle PENOT : C'est ce que je vous ai déjà annoncé en commission, Monsieur SALMON, et je vous le réitère ce soir.

Jean-Noël SALMON : C'était loin d'être clair en commission, Madame.

Danielle PENOT : Si ! Je vous l'ai dit et vous avez eu la charte en main, Monsieur.

M. le Maire : La réponse est oui, Monsieur SALMON. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Sur cette charte d'utilisation du WiFi public, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

Adoptée à l'unanimité

10. CONVENTION RELATIVE À L'ORGANISATION D'AGENCES POSTALES

COMMUNALES

Danielle PENOT : Considérant l'intérêt de la Commune de maintenir des agences postales communales afin de garantir la proximité du service public postal, elle sollicite l'approbation des membres du Conseil municipal sur les termes des conventions relatives à leur organisation pour un renouvellement. Il s'agit d'un renouvellement qui dure neuf ans. Étant donné que la poste verse une indemnisation annuelle pour la mise à disposition par la mairie de personnels municipaux sur les deux agences.

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention ? Oui, Monsieur JAN.

Bernard JAN : Une agence postale des Fougères est ouverte 20 heures 30 par semaine, tandis que l'agence des Roches est ouverte 29 heures 30 par semaine. Nous savons tous que le quartier des Fougères est le plus peuplé et le plus excentré de Villefontaine. Ne sommes-nous pas en droit d'exiger des plages horaires d'ouverture plus étendues pour le quartier des Fougères ?

D'autre part, la convention a une durée de neuf ans. Nous repartirions pour un bail de neuf ans. Nous avons la possibilité de faire naviguer cette convention entre un an et neuf ans. Un an, c'est peut-être un peu court. Neuf ans, c'est peut-être un peu trop étant donné qu'au cours de ces années, il faudra peut-être adapter l'offre aux besoins des habitants de Villefontaine.

Danielle PENOT : Si je peux me permettre, c'est à nous, au niveau de la Commune, de voir les horaires, c'est-à-dire que nous sommes partis sur ces horaires, et il est tout à fait possible de les modifier. Comme c'est du personnel municipal qui est dans les Maisons de quartier, il est tout à fait possible d'adapter les horaires. Nous avons fait un sondage au niveau des habitants, il y a beaucoup de gens qui travaillent sur les Fougères. C'est pour cela que l'agence est ouverte le samedi matin. Par contre, le soir, c'est un peu plus difficile. Nous avons fait un sondage auprès des habitants, pour le moment, ces horaires leur conviennent, mais il sera tout à fait possible de les modifier.

Bernard JAN : Même une fois la convention signée ?

Danielle PENOT : Tout à fait, c'est à nous, à la Commune, d'organiser les horaires au besoin.

M. le Maire : Nous pouvons très bien refaire des sondages de manière régulière pour voir s'il y a une évolution des besoins sur le quartier.

Maintenant, je réponds à votre question sur la durée des neuf ans. Vous n'ignorez pas que la poste a une manière quelquefois unilatérale de décider la fermeture des bureaux de poste. Avoir une convention de neuf ans qui nous lie avec elle est plutôt, pour moi, une manière de sécuriser le service dans le temps et de garder la possibilité d'assurer ce service, bien sûr,

avec du personnel communal, mais au moins, d'avoir cette convention avec la poste.

Bernard JAN : J'entends bien, mais vous pouvez aussi bien sécuriser cinq ans, quatre ans, deux ans, trois ans, mais pas neuf ans parce que c'est loin.

M. le Maire : Monsieur JAN, je suis d'accord avec vous. Nous pouvons aussi sécuriser que pour un an ou trois ans ou cinq. Sécuriser neuf ans, je trouve que c'est mieux pour la ville que cinq ans. Cela ne change rien au fait que...

Bernard JAN : Excusez-moi Monsieur le Maire, si parce que les besoins peuvent être autre dans cinq ans – six ans.

M. le Maire : Les besoins peuvent évoluer en cours de convention. On peut toujours renégocier les conditions en cours de convention. Nous sommes au moins sûrs d'avoir une convention de partenariat, nous pouvons améliorer le service et l'adapter. C'était une de mes préoccupations de savoir si la compensation qui vous était donnée par la poste était revalorisable et revalorisée, et elle l'est tous les ans. Donc, il n'y a pas d'inquiétude sur ce côté-là. Après, comme nous disait Danielle PENOT, c'est à nous de nous adapter au niveau de la mise à disposition du personnel municipal sur les meilleures manières d'apporter le service aux habitants. Monsieur HALLOUL.

Khalid HALLOUL : Madame PENOT vient de signaler que les horaires ont été choisis, notamment au regard d'un sondage qui a été fait auprès de la population, si j'ai bien compris.

Danielle PENOT : Cela a été fait sur l'ancien mandat. Je ne dis pas que cela a été fait aujourd'hui ou hier. C'était à la fin du précédent mandat, un ou deux mois avant, nous avons fait un sondage auprès des habitants.

Khalid HALLOUL : Non, mais je ne discute pas des horaires, mais des modalités de sondage. S'il y en a eu, quelles sont les modalités ? Quelles sont les remontées ? J'habite le quartier des Fougères, et je n'ai pas été consulté. Je pense que je ne suis pas le seul. Comment a été fait le sondage ? De quelle façon ? Combien de personnes cela touche ? Combien de personnes ont été sondées là-dessus ?

Danielle PENOT : Je pense que le sondage s'est fait par rapport aux personnes qui fréquentent l'agence postale. Cela a été fait au niveau de la Maison de quartier et de la personne de la Mairie qui est mise à disposition de la poste.

Khalid HALLOUL : C'est-à-dire, en gros, la personne qui est arrivée le jour j pour prendre son courrier ou autre a été sondée, mais pas forcément les autres. Nous sommes bien d'accord ?

Danielle PENOT : C'est sûr que nous n'avons pas fait de porte-à-porte, mais nous pouvons toujours le faire.

M. le Maire : S'il n'y a plus de demande d'intervention sur cette délibération. Je la mets aux voix. Sur cette convention entre la Commune et la poste pour les agences postales communales, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

Adoptée à l'unanimité

11. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Christian GUETAT : Les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité, y compris lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des effectifs pour permettre les avancements de grade ou les mouvements de personnel. Cette délibération que nous présentons très régulièrement a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à modifier le tableau des effectifs, à créer des emplois et à supprimer des emplois de ce tableau. Cela a fait l'objet d'un avis favorable à l'unanimité du CT du 29 septembre et un avis favorable à la majorité lors de la commission Finances et action municipale du 30 septembre. On trouve des modifications qui concernent des avancements de grade, principalement, des recrutements, des créations de postes concernant un certain nombre de fonctions et des suppressions qui sont liées à des départs en disponibilité de personnes qui ont depuis retrouvé un emploi dans une autre collectivité. Ce qui nous permet de supprimer ces postes qui avaient été créés pour assurer le remplacement. Monsieur HALLOUL.

Khalid HALLOUL : Est-ce qu'on a une idée sur l'effectif global des agents de la Mairie à ce jour ? Avant la réponse, Monsieur le Maire, si vous pouvez aussi prévoir des lingettes pour l'opposition. Nous nous passons aussi des microbes. De toute façon, les gestes barrières devraient s'appliquer à tout le monde, me semble-t-il. Sinon, nous allons chercher nos lingettes.

Christian GUETAT : Je n'ai pas en tête exactement le nombre d'ETP. J'aurais dû m'en souvenir parce que le bilan social qui faisait 50 pages ou 60 pages en a parlé, mais on est autour de 390 à 411 ETP. Après, le chiffre exact, vous allez peut-être revenir nous voir demain en disant que c'est 412 ou 425.

M. le Maire : Nous nous sommes engagés sur le mandat précédent, nous avons tenu parole. Nous continuons en faisant un bilan précis une fois par an, à la fin de l'année civile. Vous aurez les éléments précis en fin d'année. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Non.

Sur cette modification des tableaux des effectifs, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté, je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

12. DÉTERMINATION DES TAUX DE PROMOTION POUR LES AVANCEMENTS DE GRADE

Christian GUETAT: Il appartient à la collectivité de fixer le taux ou le ratio promu ou promouvable, c'est-à-dire, c'est le pourcentage des promouvables. Ce sont les agents qui remplissent les conditions individuelles pour bénéficier d'un avancement et vont être inscrits dans le tableau annuel d'avancement de grade. Le taux est déterminé pour chaque grade d'avancement, par l'assemblée délibérante, après avis du CT. Le taux peut être compris entre 0 et 100 %. Sur le mandat précédent, le taux unique qui avait été choisi était de 100 % pour tous les grades. Cette mesure permet de nommer des avancements de grade en fonction d'autres critères qui sont définis par les collectivités.

Ce que nous vous proposons ce soir, et que le CT a accepté, c'est de rester sur un taux d'avancement de grade, avec un ratio égal à 100 % pour tous les grades pour la durée du mandat. Il y a eu aussi un avis favorable de la commission Finances au 30 septembre 2020.

M. le Maire: Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération? Non? Donc, je la mets aux voix. Y a-t-il des oppositions? Des abstentions? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

Adoptée à l'unanimité

13. ATTRIBUTION D'UNE GARANTIE D'EMPRUNT AU BENEFICE D'ALPES ISERE HABITAT OPH, CONCERNANT LA RÉHABILITATION THERMIQUE DE 41 LOGEMENTS. OPÉRATION « BUISSON ROND »

M. le Maire: Monsieur DI SANTO va nous présenter trois délibérations concernant des garanties d'emprunt sur trois opérations différentes. Je vous propose de le laisser les présenter. Si le Conseil en est d'accord, nous pourrions les voter en une seule fois puisque ce sont les mêmes sujets, même si ce sont des programmes différents. Des garanties d'emprunt, c'est quelque chose auxquelles vous êtes habituées. Je ne pense pas que cela pose plus de problèmes que cela, mais s'il y a des questions intermédiaires, bien entendu, nous y répondrons.

Laurent DI SANTO: Pour cette première demande de garantie d'emprunt, cela concerne l'Office Public de l'Habitat, donc, Alpes Isère Habitat qui nous a sollicités par un courrier du 30 juin 2020 dernier une demande de garantie d'emprunt à hauteur de 40 %, la CAPI étant co-solidaire à 60 %. Nous parlons d'un montant total de financement de 1 149 176 euros donc, 40 %. Cela représente 459 670 euros sur 25 ans.

Il s'agit d'un financement pour des travaux de réhabilitation de 41 logements sociaux situés rue Jean-Paul Sartre dans le quartier du Buisson rond. C'est un ensemble qui n'avait pas été rénové depuis 1986, et nous allons vers une économie de 36 %.

Adopté à l'unanimité

**14. ATTRIBUTION D'UNE GARANTIE D'EMPRUNT AU BENEFICE D'ALPES ISERE
HABITAT OPH, OPERATION « LE MORAS »**

Laurent DI SANTO : Pour cette seconde demande de garantie d'emprunt, il s'agit aussi de l'Office Public de l'Habitat. Alpes Isère Habitat qui par son courrier, nous sollicite pour une garantie d'emprunt, l'acquisition d'un établissement recevant du public en vue de le transformer en logement situé au 86H rue Jean Mermoz, dans la résidence dite « Le Morus ». Il s'agit aussi de garantir l'emprunt à hauteur de 40 %, soit un montant de 39 486 euros. La CAPI étant co-solidaire à 60 %.

Adopté à l'unanimité

**15. ATTRIBUTION D'UNE GARANTIE D'EMPRUNT AU BÉNÉFICE DE LA SOCIÉTÉ
DAUPHINOISE, OPÉRATION « VILLAGE DAUPHINOIS »**

Laurent DI SANTO : Pour la troisième et dernière demande de garantie d'emprunt, il s'agit de la société Dauphinoise pour l'habitat qui par son courrier du mois de juin dernier, nous sollicite pour un financement de travaux de réhabilitation concernant 63 logements sur l'ensemble immobilier le Village Dauphinois. Il s'agit précisément de 30 logements collectifs et de 33 logements individuels. Rien n'avait été encore fait depuis 1985. Là aussi, la Commune se porterait garante à hauteur de 40 %, soit une somme de 960 000 euros. Il me semble intéressant de préciser qu'on s'oriente vers 72 % parce qu'on passerait d'un niveau de performance F à C, c'est-à-dire de 390 Kilowattheures par mètre carré par an à 109 Kilowattheures par mètre carré par an.

M. le Maire : Une demande d'intervention de Monsieur NASSISI.

Ludovic NASSISI : Simplement, faire préciser si le Village Dauphinois était celui qui se trouve à proximité du four à pain.

M. le Maire : Oui.

Ludovic NASSISI : On a remarqué qu'il y avait une zone de stockage dans cet espace donc, complètement au niveau chantier. Les vitres sont cassées depuis de longs mois. Je ne sais pas si c'est une zone que vous avez vue récemment. Dans le cadre des accords que nous

avons avec la société, serait-il possible de réaliser une mise au point sur cette zone, c'est-à-dire, avoir une zone stable de barriérage, ce n'est pas le cas aujourd'hui, mais d'avoir une zone davantage sécurisée puisque les vitres sont cassées depuis très longtemps ?

M. le Maire : Nous ferons remonter au bailleur concerné. Merci pour l'information. D'autres demandes d'intervention ? Non. Est-ce que le Conseil est d'accord pour voter les trois délibérations en même temps ? Pas d'opposition ? Très bien.

Je mets aux voix ces garanties d'emprunt. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Elles sont adoptées à l'unanimité, je vous en remercie.

Adopté à l'unanimité

16. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU COMICE AGRICOLE DU NORD DAUPHINE

Laurent DI SANTO : Le Comice agricole du Nord Dauphiné nous a sollicités pour une demande de subvention exceptionnelle d'une petite somme de 150 euros. La Commune a souhaité aider cette association qui contribue en partie au rayonnement de notre territoire. Cette aide est en lien direct avec l'opération s'est déroulée l'année dernière, 7 et 8 septembre 2019, qui avait rassemblé pratiquement 10 000 personnes sur deux jours donc, une activité très importante. C'est un évènement festif important.

M. le Maire : Merci Laurent. Oui, Madame MITTENDORFER.

Anne-Valérie MITTENDORFER : Je voulais savoir Monsieur DI SANTO pour les motifs. Cette subvention a été sollicitée puisque c'est une subvention exceptionnelle. J'imagine que c'est motivé. Je voulais savoir aussi si les communes des trois cantons que représente le Comice agricole du Nord Dauphiné ont aussi été sollicitées et pour quel montant global.

M. le Maire : Je vais répondre à la place de Laurent parce qu'il n'a pas forcément les éléments. Les Communes des trois cantons sont sollicitées, bien entendu. Je ne sais pas à quelle hauteur puisque nous sommes destinataires du courrier qui a été émis par le Comice agricole pour la Commune de Villefontaine. C'est leur demande qui a été à hauteur de 150 euros, et c'est celle-ci à laquelle nous faisons droit. Donc, je ne peux pas vous donner le montant global des subventions qui ont été reçues par le Comice agricole. Je n'ai pas d'autres éléments à vous donner.

Anne-Valérie MITTENDORFER : Pour quel motif était la demande de subvention ?

M. le Maire : C'est pour l'aide à la réalisation de la manifestation. C'est un concours des Communes à la réalisation du Comice agricole. Monsieur HALLOUL.

Khalid HALLOUL : Mon intervention concerne les quatre délibérations qui suivent. Comme cela, cela évitera de prendre la parole à chaque fois.

M. le Maire : Très bien, je vous remercie.

Khalid HALLOUL : Vous avez fait voter trois délibérations d'un seul coup, je vous fais aussi un package.

M. le Maire : C'est bon, j'accepte.

Khalid HALLOUL : Nous ne nous sommes pas opposés à la subvention aux associations, au regard de l'utilité des services que les associations proposent aux Villards. C'est un principe de base auquel nous ne sommes pas opposés. Par contre, il y a une question fondamentale. Monsieur le Maire, celle-ci n'est pas nouvelle puisque je la pose depuis le mandat précédent. À quand des critères d'attribution des subventions aux associations ?

M. le Maire : Vous avez déjà effectivement posé la question, et je vous ai déjà répondu que c'était un chantier que nous avons commencé à mettre en œuvre déjà en changeant de politique d'attribution de subvention et en travaillant plus sur des subventions par projet que de subvention de fonctionnement purement dit. Ce qui permet quand on travaille sur des subventions par projet de mettre un certain nombre de critères, c'est-à-dire, le nombre de personnes villardes qui sont concernées, l'intérêt du projet sur le plan pédagogique... de nombreux critères qui ne sont pas figés. Ce n'est pas terminé, ce travail reste encore à achever. Je ne peux pas vous dire dans combien de temps cela prendra, mais nous allons y travailler pour achever ce travail de critérisation.

C'est assez complexe. Je sais que vous avez participé à des réunions de travail sur le sujet au précédent mandat. Vous avez pu voir que le travail est complexe, de travailler sur une critérisation qui est à la fois objective, et permet de ne pas toujours privilégier les plus grandes associations plutôt que les petites. Si on prend un critère, par exemple, de nombre de participants et d'adhérents, vous avez de petites associations qui ont un objet qui peut être très intéressant pour la Commune et qui aurait une petite subvention alors qu'ils ont un projet qui est très intéressant. C'est tout ce travail qui mérite une réflexion beaucoup plus importante que nous avons menée jusqu'à présent. Monsieur SALMON.

Jean-Noël SALMON : Je voudrais revenir sur le Comice agricole pour souligner le caractère dérisoire d'une subvention à 150 euros qui coûte plus cher en traitement à nos services que la somme que percevra l'association, laquelle n'a pas besoin des financements, en tout cas, de 150 euros pour se tenir. C'est largement soutenu par l'ensemble du monde agricole, comprenant notamment le Crédit Agricole, les marchands de matériels agricoles qui financent très largement ces comices. Ce n'est pas le pauvre petit agriculteur du coin qui paie le fonctionnement du comice. Il ne faut pas se raconter d'histoire. Si c'est juste pour avoir le plaisir d'avoir le nom de Villefontaine quelque part dans le programme, OK, mais 150 euros,

ce n'est ni fait ni à faire. En plus, cela vient pratiquement un an après le déroulement du comice ou c'est pour celui de 2020 ? Non, il n'y en a pas. Donc, nous pourrions nous épargner ce genre de délibération où nous passons un peu pour des pignoufs, 150 euros sur un budget qui doit avoisiner les 50 000 euros.

M. le Maire : Monsieur SALMON, nous avons déjà eu cet échange en commission. Je vous redis ce que je vous y ai déjà dit, c'est une demande de l'association de comices. Nous aurions pu effectivement ne pas y faire droits. J'estime que d'abord, le comice s'est déroulé dans une commune qui fait partie de la CAPI, c'est une des premières raisons. La deuxième raison, c'est que l'ensemble des communes des trois cantons étant sollicitées, je pense que nous avons fait comme toutes les autres, nous avons répondu sur le montant de la subvention. Je me suis interrogé tout comme vous sur le caractère – je ne veux pas reprendre le terme dérisoire – très faible.

Quand je reçois un courrier officiel d'une association qui me demande une subvention à hauteur de tant, lui attribuer le double. Vous seriez en droit de me poser les mêmes questions en disant : « Pourquoi attribuez-vous le double alors qu'elle ne vous demande que cela ? » Je pense que peut-être la réponse ne vous satisfait pas, mais je suis d'accord avec vous sur le fait que les comices agricoles sont très largement financés par de nombreux partenaires. Dans la symbolique, il nous semblait important que Villefontaine, à l'intérieur de la CAPI, participe également à hauteur de ce qui était demandé.

S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je vais mettre cette subvention aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté, je vous remercie.

Adoptée à l'unanimité

17. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION SPORTIVE DE VILLEFONTAINE SECTION SKI-JUNIOR

Laurent DI SANTO : Cette association nous a sollicités pour un montant de 800 euros. Pour la petite histoire, suite à un déménagement d'un local à un autre, c'est-à-dire, précisément pour passer du 38 impasse du Rafo au numéro 105 rue du Vellein, leur consommation d'électricité a explosé. Habituellement, la consommation d'électricité tournait autour de 200 euros par an alors que le montant de la dernière facture qu'ils avaient reçue datant du 28 novembre 2018 – août 2019, s'élevait à 876 euros. Cette facture a été honorée par cette association qui gère très bien ses comptes. Pour cela, elle nous a sollicités parce qu'elle connaît des difficultés passagères au niveau du paiement de cette facture et aussi savoir que le nombre d'adhérents a baissé compte tenu du changement des rythmes scolaires. Il y a moins d'adhérents donc, moins d'argent. Je crois que je vous ai dit l'essentiel. Est-ce que vous avez des questions ?

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Oui Monsieur SALMON.

Jean-Noël SALMON : Tout à l'heure, nous poserons une question plus générale sur les LCR, mais je voulais juste faire remarquer que la Commune a concédé l'utilisation à l'ASVF Ski-Junior d'un LCR qui auparavant faisait partie de l'environnement de la Maison de quartier du Mas de la Raz. Donc, les frais d'électricité étaient dans le budget de la Maison de quartier. En lui concédant cette utilisation, on se déleste en quelque sorte d'une part non négligeable de budget. De mon point de vue, ce n'est pas une subvention exceptionnelle, il faudra sans doute revoir ce transfert dans le cadre de l'attribution globale de subvention à l'ASVF.

M. le Maire : Il ne s'agit pas d'un transfert, Monsieur SALMON. Je voulais préciser cela. C'est l'utilisation qu'a faite l'association la première année d'installation qui a occasionné cette surconsommation. C'est une aide exceptionnelle et ce n'est absolument pas un transfert de charge de la Commune sur la section ski de la SVS, ni même une diminution de charge. Le local n'étant plus chauffé en permanence, il y a une diminution de charge pour la Commune. Par contre, cela ne doit pas se traduire par une augmentation des charges pour la SVS Ski. Raison pour laquelle nous en avons parlé avec eux, ils ont reconnu qu'ils avaient fait un usage anormal, par méconnaissance et non pas par laxisme, du chauffage et ils se sont retrouvés devant cette situation.

Comme de notre côté, peut-être que nous ne les avons pas bien informés, devant cette situation, j'ai jugé qu'il était de notre responsabilité de ne pas leur faire porter la surcharge financière. C'est la raison de cette subvention qui est exceptionnelle pour cette année et qui ne va pas se reproduire parce que maintenant, ils sont rentrés dans un système de gestion de la salle qui correspond à l'usage qu'ils en font. D'autres demandes d'intervention ? Non.

Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

Adoptée à l'unanimité

18. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION DE LA FONDATION ÉTUDIANTE POUR LA VILLE

Laurent DI SANTO : Cette association sollicite une subvention exceptionnelle d'un montant de 5 000 euros. Pour rappel, l'AFEV est le premier réseau européen de mentorat qui est reconnu complémentaire à l'enseignement public. Pour faire assez simple, il s'agit de l'engagement de jeunes volontaires pour aider d'autres jeunes des quartiers populaires.

Cette aide permettrait en particulier, la mise en place de deux opérations : la première action, c'est l'intervention de six jeunes volontaires du service civique dans les trois collèges de notre

Commune. La deuxième action vise à prévenir le décrochage scolaire grâce à un soutien de pair à pair, c'est-à-dire, un soutien de lycéens vers les collégiens donc, opération dite Socrate. Ces deux opérations ont vraiment le but d'aider et d'encourager les jeunes de notre Commune, non seulement d'un point de vue scolaire, mais aussi d'un point de vue citoyen. Donc, il semblait important pour notre Commune d'aider cette association.

M. le Maire : Merci Laurent. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Non. Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

19. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION API TRI

Laurent DI SANTO : L'association API TRI nous a sollicités pour une aide financière de 1750 euros, d'abord, en raison des pertes de ressources liées à la baisse du nombre de sponsors en moins, de donateurs en moins qui est directement lié à la crise économique que nous connaissons. Pour rappel, cette association a toujours été financièrement autonome. Elle verse même des dons. Je prends l'exemple de l'année dernière, elle avait versé 9 000 euros pour la lutte contre le cancer. Cette année, malgré ce contexte difficile, API TRI a maintenu son semi-marathon qui s'est déroulé le 13 septembre 2020. Comme vous le savez, ce semi-marathon a aussi été organisé dans le contexte sanitaire que nous connaissons. L'association a supporté des frais supplémentaires qui sont liés aux mesures sanitaires : achat de masques, de visières et de gels. L'aide de la Commune permettra à l'association non seulement d'équilibrer son budget, mais aussi de ne pas la fragiliser davantage pour les événements futurs.

M. le Maire : Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Des demandes d'intervention ? Non. Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

Adoptée à l'unanimité

20. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION AVENIR BASKET DAUPHINE

M. le Maire : Rachid MESLEM n'étant pas arrivé, je vais présenter la délibération qu'il devait rapporter. En décembre 2019, l'association Avenir Basket Dauphiné a sollicité une subvention exceptionnelle auprès de la Commune pour un montant de 1 000 euros. Cette association a été créée en mai 2019 suite à la fusion des clubs de Villefontaine de Saint-Quentin-Fallavier et de La Verpillière afin d'avoir une structure plus importante et de mutualiser les moyens. C'est la seule association à proposer cette activité sur Villefontaine, elle nous demande de la

soutenir financièrement. Ce que nous nous proposons de faire en leur accordant une subvention exceptionnelle puisqu'elle n'avait pas pu déposer son dossier en temps et heure sur le dernier exercice. Nous avons une subvention exceptionnelle à hauteur de 1 000 euros.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? Oui, Monsieur HALLOUL.

Khalid HALLOUL : Ce n'est pas tout à fait une question, mais plutôt, vraiment, une demande d'éclaircissement concernant le rapporteur. Nous avons l'habitude et l'usage que les rapporteurs des délibérations étaient les adjoints concernés par le service. J'avoue ne pas comprendre, et je pense que je ne suis pas le seul. C'est une subvention du monde associatif de sport. C'est l'adjoint au sport alors qu'auparavant, c'était pareil sur des items semblables, mais ce n'était pas le même rapporteur. Il n'y a pas de malice derrière. C'est juste une demande d'éclaircissement.

M. le Maire : L'éclaircissement est très simple. La règle doit être celle que vous venez de donner, c'est-à-dire que c'est l'adjoint en charge du secteur concerné qui rapporte les délibérations de son secteur : la culture pour la culture, le sport pour le sport, etc. Nous étions dans les délibérations précédentes sur des subventions exceptionnelles hors dotation habituelle donc, qui ont été rapportées par le conseiller municipal délégué au budget puisque ce budget de subvention exceptionnelle n'est pas alloué à un secteur en particulier.

Rachid MESLEM m'avait demandé de rapporter cette délibération puisqu'aujourd'hui, cette association existe et a été créée dans le cadre de la fusion des clubs donc, elle est rentrée dans sa délégation d'adjoint au sport. API TRI est une opération qui était portée par la CAPI en collaboration avec la Commune de Villefontaine, et n'est pas forcément portée par le service des sports. Vous avez pu voir que dans les autres délibérations, l'AFEV, on aurait pu la faire rapporter par Jacques DOS SANTOS. Encore une fois, ce qui a justifié le fait que cela soit Laurent DI SANTO qui la rapporte, c'est que ce sont des subventions exceptionnelles qui sortent du cadre normal d'attribution des subventions. Voilà l'explication, mais la règle est bien celle que vous avez dite Monsieur HALLOUL, cela n'a pas changé.

S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets cette délibération aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

Adoptée à l'unanimité

21. AVENANTS AUX CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LA CCI NORD-ISERE, LA CMA ISERE DANS LE CADRE DU F1SAC

Carine KOPFERSCHMITT : En février 2019, la Commune a répondu à un appel à projets de l'État dans le cadre du FISAC, le Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce. Nous avons répondu à un appel à projets en février 2019. Dans le dossier a été

fléché un certain nombre d'actions, mais pas toutes, parce qu'on s'est dit que le traitement des dossiers est relativement long et avant que l'État ne réponde, on s'empêcherait de mettre en place un certain nombre d'actions. Cinq – six actions ont été fléchées auprès de la CCI et de la CMA, nos partenaires. Aujourd'hui, je reviens avec un avenant à ces conventions pour ajouter l'ensemble des actions qui en premier lieu, avaient été décidées. Voilà l'objet de la convention.

M. le Maire : Monsieur HALLOUL.

Khalid HALLOUL : Ma question porte sur le système d'évaluation depuis les aides, le dossier FISAC revient pratiquement chaque année.

Carine KOPFERSCHMITT : Pas dans ce cas.

Khalid HALLOUL : Oui. Non, mais la question porte sur les aides, notamment via ce dispositif.

Carine KOPFERSCHMITT : C'est la deuxième délibération les aides directes.

Khalid HALLOUL : Je peux te laisser finir et je prends la parole après, si tu veux.

Carine KOPFERSCHMITT : Non, mais est-ce qu'on termine avec celle-ci parce que la seconde, ce sont les aides directes et relatives à ta question ?

Khalid HALLOUL : Très bien, OK. C'est plutôt le cadre général avec un certain nombre d'actions, dont les aides directes.

M. le Maire : Il n'y a pas de demande d'intervention sur cette délibération. Je la mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

Adoptés à l'unanimité

22. MODIFICATION DU RÈGLEMENT D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE

Carine KOPFERSCHMITT : Comme je l'ai dit en commission attractivité, jusqu'à maintenant, les aides étaient octroyées à partir de 10 000 euros de dépense de la part des commerçants. Je n'entre pas dans les détails à qui ces aides sont destinées puisque vous les avez dans les délibérations. Cela ne concerne pas tous les commerces, mais un grand nombre de commerces qui sont sur notre territoire.

Aujourd'hui, l'idée est de permettre à davantage de commerçants de bénéficier de cette aide

directe. Il vous est proposé ce soir de baisser le plancher à 5 000 euros. Ce qui permettrait un plus grand nombre de commerçants. Nous nous apercevons qu'à 10 000 euros, cela commence à être une somme plutôt conséquente et pas plus tard que la semaine dernière, nous avons reçu une nouvelle commerçante qui va s'installer sur la Commune. Je n'en dis pas plus parce que j'attends qu'elle soit installée. Celle-ci fera les travaux, mais pas à hauteur de 10 000 euros donc, si on restait au plancher de 10 000 euros, elle ne pourra pas prétendre à cette aide directe. En baissant le seuil à 5 000 euros, elle peut effectivement entrer dans ce dispositif. Cela permet d'aider un plus grand nombre de porteurs de projet.

Khalid HALLOUL : Je vais poser ma question en plusieurs étapes. La première, c'est : l'évaluation de ce dispositif d'aide aux commerces et aux artisans de Villefontaine, est-ce qu'il y a une évaluation qui a été faite sur l'impact de ces aides ? Notamment en chiffre d'affaires, est-ce que ces opérations d'aide ont apporté une plus-value aux commerçants concernés ?

Carine KOPFERSCHMITT : Je ne me souviens pas si tu m'avais posé la question en commission. Aujourd'hui, avec toute l'humilité que j'ai, je ne vais pas pouvoir te donner l'information. Je n'ai pas les éléments en ma possession. Par contre, je peux te les apporter dès que nous les aurons. J'entends derrière ta question, quelle est la pertinence de ce dispositif pour les commerçants ? Jusqu'où cela favorise ou cela met en avant le commerce, et cela le pérennise dans notre Commune ? J'ai envie de te répondre, cette année, nous avons aidé trois commerces. Je crois que je vous l'ai dit en commission. Nous avons aidé Chez Mémé, la Boulangerie Aroui et le Cyntra. Je crois que nous mettons en place tout ce qu'il est possible de faire pour aider le commerce à rayonner et à attirer le maximum de client. Aujourd'hui, en tant que Carine, je ne ferai pas l'impasse de ce type d'aide. J'irai au bout du bout, au maximum de ce qu'il est possible de faire pour faire venir le client dans le centre-ville.

Après, je ne réponds pas directement à ta question, encore une fois. Je n'ai pas les chiffres, mais nous nous engageons à les apporter. Je vais plus loin dans ma réponse. Nous allons entrer dans un certain nombre de choses très concrètes. Nous allons faire un plan de merchandising. Une fois que vous aurez voté – si vous le votez, et je l'espère – cet avenant, nous allons entrer dans des lignes plus précises, dans des actions plus concrètes. Vendredi matin, nous avons un petit-déjeuner avec les commerçants. Si tu veux, nous rentrons dans quelque chose d'étoffé et puis nous essayons de pulvériser un peu le sujet. C'est un mot un peu prétentieux, mais à un moment, il faut y aller. Est-ce que cela va répondre ? Et quand ? Je n'en sais rien.

M. le Maire : Je peux compléter, Carine, si vous permettez. Si on avait été en année constante, normale, avoir une comparaison de fréquentation, une augmentation, une comparaison de chiffre d'affaires d'une année N sur une année N+1, je pense que même si nous n'avons pas les chiffres directement, l'association des commerçants et artisans aurait été capable de nous le dire, ou simplement les services des impôts qui nous ferait un état des déclarations de chiffres d'affaires. Nous aurions des critères comparatifs.

Malheureusement, cette année, je pense qu'il est illusoire de penser pouvoir avoir des chiffres qui sont significatifs du fait de la crise sanitaire qui a complètement changé la donne. Nous avons donné les moyens à trois commerces d'embellir leur façade ou d'aménager leur terrasse, de faire des travaux d'accessibilité... Est-ce que pour autant nous serons en capacité de dire ce que cela leur a apporté comme chiffre d'affaires en plus, s'ils en ont eu ? Je crois que malheureusement dans le contexte qui est le nôtre aujourd'hui, ils ont plutôt eu du chiffre d'affaires en moins. Ce n'est pas à mettre au compte de la politique d'aide que la Commune porte vis-à-vis des commerçants.

Pour autant, je soutiens très largement ce que dit Carine, nous n'avons pas le droit dans le contexte qui est le nôtre, aujourd'hui - je ne parle pas du contexte sanitaire, mais du contexte urbain - nous n'avons pas le droit de négliger la moindre petite piste qui peut aider un commerçant à être un peu plus attractif. Nous utiliserons tout ce qui est disponible à la panoplie.

Carine KOPFERSCHMITT : Puis, pour répondre à ta question et je te laisse parler. Je ne vais pas citer parce que je ne veux pas mettre à mal les commerçants en citant nommément. Parmi les commerçants qui ont perçu cette aide, il y en a un qui était au bord de fermer sa boutique. Donc, il peut mettre en œuvre tout un tas de choses s'il y a le client et l'acte d'achat. Par contre, je suis en capacité de faire beaucoup de choses, mais je n'ai pas de baguette magique. L'acte d'achat, y compris de chaque individu dans la salle, je ne peux pas le décréter.

Khalid HALLOUL : Si je peux me permettre, une première remarque pour lever tout le malentendu. On ne remet pas en cause la volonté de la municipalité de participer à l'essor du commerce à Villefontaine. À plusieurs reprises, nous avons fait ce constat partagé. Notre volonté est commune, que nous soyons dans la majorité ou dans l'opposition. Vous le savez très bien, nous ne faisons pas d'opposition bête et méchante.

L'idée, pour nous, c'est de participer à cet essor, peu importe notre place, et de surcroît, je ne parle de cette année. J'élève un peu le débat pour dézoomer et parler de la question de la stratégie de l'aide aux commerçants. Parce qu'il me semble nécessaire et très important que toutes les aides soient légitimes et importantes pour sauvegarder le commerce, mais toute aide nécessite, pour moi, un travail d'évaluation pour mesurer sa pertinence. C'est le premier point.

Le deuxième point, les aides ne suffisent pas. Je pense qu'il faut réellement un accompagnement sur le terrain, pour une raison très simple, c'est que pour certains commerçants - et j'élargirai après sur la question de la boutique d'essai - le commerce n'est pas leur cœur de métier. Vous pouvez avoir quelqu'un qui développe une vocation, qui veut en faire son métier, mais ce n'est pas pour autant que c'est un commerçant dans l'âme. Donc, si on n'accompagne pas ces gens dans la stratégie de vente et de survie, cela risque de poser problème. Pourquoi je pose cette question ? Ce sont les prochaines boutiques à l'essai. Nous

avons fait le choix, enfin, vous avez fait le choix.

Carine KOPFERSCHMITT : Un jury de sélection. Il y avait la municipalité, mais il y avait aussi les fournisseurs.

Khalid HALLOUL : D'accord, le choix a été fait par le jury d'opter pour un fleuriste et une onglerie. Pourquoi j'interroge cette stratégie ? C'est parce qu'aujourd'hui, si vous suivez les chiffres, les fleuristes en France accusent une baisse de moins 30 % de chiffre d'affaires. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le syndicat inter pro. 15 % des fleuristes ferment aujourd'hui en France donc, la question peut se poser par rapport à la stratégie. En même temps, il peut y avoir des aides d'un côté. Nous constatons qu'il y a des commerces qui ferment. Par exemple, il me semble que la Boulangerie aux Roches a fermé. Par ailleurs, il y a un réel besoin.

Carine KOPFERSCHMITT : C'est la stratégie globale.

Khalid HALLOUL : C'est cela, la stratégie globale de l'aide aux commerces à Villefontaine.

Carine KOPFERSCHMITT : De l'aide aux commerces, mais au-delà de cela, quel type de commerce on va chercher ? Tu as raison. On va chercher le basique. Tu considères que les fleurs... À un moment donné, on va aussi chercher les besoins basiques des gens. Tu as parlé de la boulangerie, du fleuriste qui va fermer. On va chercher des besoins basiques et surtout, on va chercher des porteurs de projet qui ont des choses en marge de leur activité classique, le petit truc atypique qui va faire que cela va probablement marcher davantage qu'ailleurs. Puis, surtout, au-delà de cela, on va chercher des niches.

Tu fais partie de la commission attractivité. En temps voulu, nous énoncerons un certain nombre de choses. Jeannine GUILLERMINET et moi, cela fait un mois et demi que nous recevons des porteurs de projet. Je vous le dis très clairement. Nous ne nous gaussons de rien du tout parce que rien n'est fait, nous recevons un nombre impressionnant d'individus et des projets qui n'existent pas ni sur Villefontaine, ni aux alentours. Je me dis que peut-être le travail de requalification-rénovation du centre-ville commence probablement à faire des étincelles et à porter ses fruits.

Encore une fois, pour revenir à ce que tu dis, le commerce, j'y tiens. J'achète, je consomme ce territoire. Cela me fait suer d'aller à Bourgoin. Cela me fait suer d'aller à Lyon. Je veux consommer ici. Je veux dépenser mon argent ici. Tu as dit une chose très juste en commission attractivité, les gens, notamment les femmes, ne veulent pas aller en centre-ville, elles ne se sentent pas en sécurité. Ce ne sont pas des clichés : elles ne se sentent pas en sécurité, elles ne se sentent pas chez elles. Cela ne donne pas envie. À un moment donné, les gens qui n'ont pas envie d'aller en centre-ville, il va bien falloir qu'on leur dise : « Nous aussi, nous allons consommer ». Donc, on parle de flux. Pour que ce flux soit plus important, nous sommes en train de créer les conditions.

Encore une fois, je reviens sur ton exemple de fleuriste, je n'ai pas de baguette magique. Toutes les actions qui seront mises en œuvre là... Je vous ai parlé du plan de merchandising. Quelqu'un m'a dit : « Je peux le faire facilement sur un coin de table. » Moi, je ne sais pas le faire. Donc, nous nous ferons accompagner pour identifier quel type de commerce, dans quel local ira tel type d'artisan ou de commerçant, quel diagnostic... Nous faisons le tour des commerçants.

J'ai des exemples bien précis, mais je ne cite parce que je ne veux pas stigmatiser les commerçants. Chacun fait comme il veut, comme il peut. J'ai un commerçant, je lui dis : « Là, vous pourriez bénéficier de l'aide du FISAC. Nous pouvons vous accompagner pour rendre votre commerce qui fonctionne. Il ne va pas être riche, mais il fonctionne. » Je ne peux pas forcer un commerçant à entrer dans un dispositif pour augmenter sa visibilité, augmenter le flux de potentiels clients. Quand tu mets tout cela bout à bout, nous avons la stratégie, mais nous ne sommes pas seuls.

Khalid HALLOUL : Carine, si je peux me permettre rapidement, et après j'arrête sur ce sujet. Personne ne remet en question la volonté. Nous interrogeons la stratégie, notamment par rapport aux différents dispositifs. Je prends l'exemple de la dernière boutique à l'essai qui était censée avoir un chiffre d'affaires, voulu ou en tout cas visé, de 5 000 euros. Le 5 décembre 2019, il y avait la commission économique et on découvre qu'il y avait un chiffre d'affaires de 1 850 euros. Donc, c'est aussi une sorte d'alerte pour dire qu'il ne suffit pas d'avoir la volonté et le vouloir, il faut avoir la stratégie d'accompagnement pour que les commerces puissent survivre. C'est surtout cela le plus important.

M. le Maire : Je vais compléter si vous voulez bien. Comme l'a dit Carine, quand on n'a pas la compétence, il faut aller la chercher ailleurs. Si on s'est rapproché de la fédération des boutiques à l'essai, c'est bien parce que cette compétence était là. Quelqu'un qui porte un projet et qui rentre dans le dispositif des boutiques à l'essai, d'abord, il y a une formation qui est dispensée par un intermédiaire des chambres de commerce et l'industrie. Ensuite, il y a un accompagnement. Il y a un suivi de l'activité et de la gestion pendant six mois. Cette période peut être reconduite. Puis, l'implantation se fait après que la fédération des boutiques à l'essai a fait des études de marché.

Alors, c'est probablement vrai que les fleuristes ont perdu 30 % de chiffre d'affaires, mais en ce moment, on peut dire la même chose des bars, des restaurants, de nombreux commerces parce qu'on est dans une situation particulière. Je ne sais pas de quand datent les chiffres que tu as donnés Khalid.

Khalid HALLOUL : De mars à juin.

M. le Maire : De mars à fin juin de cette année ?

Khalid HALLOUL : Oui

M. le Maire : C'est un contexte qui n'est pas significatif. On ne peut pas en déduire que la profession des fleuristes en France est en perdition. On peut déduire qu'avec la période de confinement, les gens ont sans doute acheté moins de fleurs, c'est certain. En plus, je suis bien placé pour le savoir, on n'avait pas le droit d'en porter dans les EHPAD et les établissements de santé. Donc, effectivement, c'est une profession qui a dû souffrir, mais il y en a de nombreuses autres.

Ce que je veux dire par là, pour moi, les boutiques à l'essai, c'est l'exemple même de ce qui peut marcher. Si je prends l'exemple de la personne dont tu as fait part, si on l'a suivie et on l'a accompagnée un peu plus longtemps, c'est-à-dire, d'aller au-delà de la période qui était prévue par la fédération des boutiques à l'essai, c'est parce qu'après l'analyse préalable de sa période d'essai, il a été conclu que son commerce était viable, mais qu'il fallait qu'elle change d'orientation, qu'elle s'adapte.

Et je vais terminer là-dessus. L'année dernière, j'étais à la soirée – je ne sais plus l'appellation exacte de la soirée – de remise des trophées des commerçants innovants décernés par la Chambre de commerce et d'industrie. Nous étions en face de jeunes commerçants qui se sont vus décerner des trophées d'innovation. Tous ont été unanimes sur un point : la période où tu ouvrais une boutique, tu te mettais derrière ton comptoir et tu attendais les clients, c'est fini. Aujourd'hui, un commerçant, c'est un chef d'entreprise. C'est quelqu'un qui va chercher des moyens d'aller toucher une clientèle par les réseaux sociaux, par du merchandising, par du packaging, par de la vente en ligne, par du click and collect, etc.

Le commerçant tel qu'on l'a connu il y a 15 ans est appelé à disparaître. Pourquoi ? Parce que comme Carine l'a dit, le mode de consommation a changé. La répartition du commerce dans nos villes a changé. Les ventes en ligne ont tout révolutionné. Le commerçant doit se battre avec tout cela. Donc, effectivement, nous ne ferons pas de miracle, mais nous utiliserons tous les éléments en notre pouvoir, toutes les structures qui existent et qui ont des expérimentations, parce qu'il y a des choses qu'il faut expérimenter, cela ne marche pas toujours, mais nous avons des porteurs de projet.

Je signale que Carine a dit tout à l'heure qu'aujourd'hui, nous avons quand même passé quelque temps dans cette ville sans avoir de gens qui venaient nous proposer quelque chose ou qui venaient nous demander s'ils pouvaient ouvrir une boutique. Si, nous en avons une, mais comme tu le disais très justement, des gens dont ce n'était pas le métier. Aujourd'hui, commerçant, c'est un métier.

Carine KOPFERSCHMITT : Aujourd'hui, nous avons un tatoueur, un traiteur asiatique. Je ne vais pas vous les citer tant que ce n'est pas signé. Mais il y a des projets. La stratégie, c'est qu'ils arrivent en masse de manière que le Coup de Cœur ne tienne pas tout seul, que les gens viennent massivement dans le centre-ville. 20 000 habitants, je joue le jeu.

M. le Maire : Pour conclure sur le sujet, j'ai discuté dernièrement avec un président de l'association de commerçants, ainsi qu'avec un des responsables du MEDEF, qui disaient que le commerce, c'est une entreprise, aujourd'hui. Il y a des entreprises qui naissent et il y en a qui meurent. Il y a une courbe de vie des entreprises, c'est bien connu. Il y a une phase de croissance, une phase de stabilisation et une phase de déclin. Cette dernière arrive plus vite si vous êtes sur un métier ou un secteur éphémère, surtout si vous êtes sur des secteurs qui sont des métiers non protégés. Je reprends l'exemple de l'onglerie. On ne va pas boudier sur l'onglerie, mais on sait que c'est typiquement le genre de commerce qui peut être un commerce de mode. Les tatoueurs aussi, c'est une profession qui n'existait pas il y a cinq ans. Il y a une montée en puissance. Combien de temps durera la mode (pardonnez-moi le terme) ? On ne sait pas. Mais, à un moment donné, ces commerces disparaîtront peut-être à leur tour au profit d'autres qui auront émergé sur des sujets qu'on ne connaît pas encore aujourd'hui parce qu'il y aura eu des besoins exprimés par le consommateur. C'est tout cela qui fait qu'on doit s'adapter et qu'on ne doit surtout pas refuser l'ouverture d'un commerce au titre qui serait « éphémère ». Chacun doit avoir sa chance, mais aujourd'hui, la réalité, c'est que le commerce est devenu vraiment un métier très complexe et très compliqué.

Nous avons été un long sur le sujet, mais je crois que cela le méritait, parce que c'est une des problématiques de Villefontaine, mais pas que de Villefontaine. Quand j'entends dire que Villefontaine est sinistrée. Nous avons du mal, oui, mais nous ne sommes pas les seuls. Même des Communes plus grosses que nous ont des rues entières qui sont vidées de leurs commerces. Alors, remettons les choses à leur place. Je préfère regarder ce que nous sommes en capacité de faire, plutôt que de se désoler sur ce qui s'est passé. Oui, Monsieur NASSISI.

Ludovic NASSISI : Simplement une question : le marché était déplacé le 16 septembre 2020, soit il y a à peu près un mois. Nous aimerions savoir ce qu'il en est des travaux. Est-ce qu'ils débiteront dans les zones de cette place centrale ? Avec justement cette inquiétude de la question des flux sur les commerces de cette zone qui aujourd'hui, perdent déjà cette recette majeure que constitue le marché, c'est-à-dire, la recette du mercredi puisque le marché a été déplacé. Est-ce que ce temps va encore durer ? Ou est-ce qu'il va être raccourci et que les travaux vont débiter bientôt ?

M. le Maire : Le début des travaux est déjà commencé parce qu'on en est aux études. Il y a déjà des sondages qui sont faits. Le plan de travaux a été fait de telle sorte que les commerces restent accessibles, mais effectivement, nous sommes partis sur une période de deux ans à peu près où il va falloir que nous soutenions nos commerçants, avec d'autres moyens : des moyens d'information, des moyens de communication, etc.

Effectivement, vous avez vu que nous avons pris la peine en anticipation de réorganiser une partie du stationnement sur le boulevard de façon à pouvoir garder une certaine proximité. Les travaux de la place centrale se font en deux phases, de façon à garder une partie de la place accessible en matière de stationnement, pour ne pas avoir qu'une immense zone de

travaux.

On peut le regretter, mais malheureusement, le calendrier est comme cela, et on ne peut pas toujours choisir les phasages des travaux. On peut regretter d'avoir en même temps, la construction de la Girandière, la construction des demeures des Fontaines, et la transformation de la place centrale. À un moment donné, si on veut que les dossiers avancent, il faut les pousser.

Ludovic NASSISI : Notre inquiétude vient du fait que les travaux ne commencent pas, c'est-à-dire, il n'y a pas de pelleteuse. Pour autant, on a supprimé le chaland sur cette zone, même s'il y a une étude en cours.

M. le Maire : Monsieur NASSISI, le problème, c'est qu'on peut toujours tout mettre sur le dos du Covid, mais la période de confinement et post-Covid a fait perdre beaucoup de temps sur de nombreuses choses parce qu'il y avait des gens qui étaient en télétravail, des gens qui n'étaient pas du tout au travail et que nous avons un certain nombre de dossiers qui ont pris du retard, y compris celui-là. Je crois que c'est un retard de deux mois, de huit ou neuf semaines. Pour autant, déplacer un marché, c'est compliqué. Mais à partir du moment où on avait notifié aux commerçants, qu'on s'est mis d'accord avec eux sur un certain nombre de réunions préalables, sur le déplacement et la date de déplacement, on ne pouvait pas à nouveau différer la date de déplacement. Il y a une petite anticipation du déplacement du marché par rapport à l'arrivée des pelleteuses. Pour autant, les travaux commencent déjà, et puis il y a de nombreuses études préalables qui doivent être faites. Le sujet est lancé.

S'il n'y a plus de demande d'intervention, je mets aux voix. Modification du règlement d'aide au développement des petites entreprises, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

Adoptée l'unanimité

23. DÉNOMINATION DE LA RUE DES SPORTS DESSERVANT LE CENTRE TENNISISTIQUE ET LES PLATEAUX SPORTIFS

Jean-Christophe DURA : Je vais faire une petite synthèse du contexte des dénominations qui correspondent à cette première délibération et celle qui va suivre, la rue des Sports et la rue de la Prairie. Ce sont les noms que nous avons actés en début de cette année, sur le précédent mandat. Nous travaillons depuis 2018 sur les dénominations des rues. Nous renommons des rues et des voies qui n'ont pas de nom ou qui ne sont pas enregistrées comme il faut dans la BAN, la Base des Adresses Nationales. Nous travaillons avec la Poste qui est chargée de mettre à jour ces dossiers et tous les fichiers qui correspondent à la fois au nom des rues, des voiries, des ronds-points, des places, ainsi qu'à la numérotation de ces rues. Il se trouve que sur ces équipements, il fallait donner des noms aux rues puisque ces voiries n'étaient

pas nommées.

Pour le premier dossier, c'est sur l'espace Perredière, c'est la rue des Sports. Sur l'espace Perredière, c'est au droit de la rue de la Raz donc, la voie qui dessert le parking qui est dans le rond-point en bas, en face du bâtiment tennistique et qui va jusqu'à pratiquement la base, et même après à l'angle du premier point de baseball. Étant donné que c'est un espace où il n'y a que du sport - c'est ce que nous nous disions en commission, la dernière fois - nous avons décidé de nommer cette rue la « rue des Sports » qui n'existe pas sur Villefontaine. Est-ce que nous les votons une par une, Monsieur le Maire ? Où est-ce que nous votons les deux ensembles ?

M. le Maire : Nous voterons les deux ensembles.

Adoptée à l'unanimité

24. DÉNOMINATION DE LA RUE DE LA PRAIRIE DESSERVANT LES PLATEAUX SPORTIFS, LES VESTIAIRES ET UN LOGEMENT

Jean-Christophe DURA : En ce qui concerne la rue de la Prairie, même contexte. Cette voirie n'avait pas de nom. Cela part à l'angle du rond-point, comme on le nomme habituellement, le rond-point de la prairie. Ce rond-point qui va d'un côté sur les Fougères, de l'autre sur Vaulx-Milieu, de l'autre la RD36 en direction Vienne. Il s'agit d'une petite entrée donc, cela démarre à ce niveau-là. Cela traverse les deux premières aires de stationnement puis l'accès au terrain, le tour du terrain, et puis cela jusqu'au logement. Cela dessert également les vestiaires. Comme il s'agit du stade de la Prairie, cela serait dommage de ne pas appeler cette rue, la « rue de la Prairie ». C'est la proposition que nous avons faite en commission. Nous en avons délibéré et nous l'avons repassé à la dernière commission qui a donné un avis favorable. Donc, il est demandé de ce soir de donner votre avis sur ces deux dénominations de voirie.

M. le Maire : Si le Conseil en est d'accord, nous pouvons voter ces deux délibérations ensemble. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je les mets aux voix. Y a-t-il des abstentions sur ces deux dénominations ? Des oppositions ? Je n'ai pas fait dans l'ordre, mais ce n'est pas grave. Elles sont adoptées à l'unanimité, je vous remercie.

Adoptée à l'unanimité

25. VENTE PAR LA SDH DE 89 LOGEMENTS DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER LES SERPENTINES

Jean-Christophe DURA : Les Serpentes représentent en quelque sorte un gros « U ». C'est
Ville de Villefontaine – procès-verbal du conseil municipal du 12 octobre 2020

au 53 rue de Kahl Al Main. Vous connaissez bien le GS13. Sur ce secteur, vous avez eu les renseignements, mais je vous les rappelle, une demande a été faite par la société Dauphinoise Habitat. Nous avons deux mois pour y répondre. C'est pour cela que nous l'avons passé assez rapidement, non pas à la dernière minute, mais une fois que nous avons pu avoir les renseignements par la SDH qui nous permettent de statuer et de faire une petite étude là-dessus.

Sur le secteur de Saint-Bonnet, nous avons actuellement 1 150 logements sociaux et 306 logements privés, pour vous donner un ordre d'idée. Cela laisse encore sur ce secteur – C'est la carte qui est affichée à l'écran – 73 % de logements sociaux, après cette opération pour laquelle La SDH a entrepris des travaux avant la vente. Ces derniers continueront après la vente.

En 2011, nous avons eu les réfections des halls d'entrée, les montées d'escalier, les blocs boîtes aux lettres et intérieur, ainsi que les halls qui correspondent à ces boîtes aux lettres et les travaux d'étanchéité des toitures qui vont être repris en 2021-2022 dans le cadre de l'enveloppe thermique. En 2012, une réfection des faïences sur les locaux des ordures ménagères et puis l'amélioration des éclairages communs, en 2017.

Une question a été posée en commission. Je n'ai pas eu de réponse, ni une demi-réponse, mais pour les menuiseries, nous en avons parlé parce que c'est un peu dommage de faire l'enveloppe thermique sans penser aux fenêtres et aux ouvrants et tout ce qui donne accès à l'extérieur. Ils sont en pleine étude, puisque les travaux seront faits en 2021-2022, pour savoir s'il faut les changer et s'il y a des endroits où d'autres solutions seraient privilégiées. Nous avons insisté sur le fait que dès que l'enveloppe thermique est refaite, nous nous basons sur des matériaux avec des normes qui sont d'actualité, qui correspondent à l'enveloppe thermique, surtout quand on fait un équipement de rénovation par l'extérieur. C'est beaucoup plus important.

Concernant les pourcentages d'acquisition, on compte environ 30 % de demandes en cours par les locataires présents qui ont été mis en place auprès de l'ONV, Opérateur National de Vente. Ce sont des personnes qui accompagnent ceux qui désirent acheter. L'accompagnement se fait avec des garanties de rachat, de relogement d'assurance revente et permet de rentrer dans les conditions réglementaires de la vente, surtout quand il s'agit de logements sociaux.

Ce sont les renseignements que nous avons eus à la suite de la commission que nous avons eue un peu avant et qui permet de vérifier que cela va être vendu dans de bonnes conditions et que les locataires qui désirent acheter peuvent acheter « sereinement » puisque c'est toujours de l'argent dépensé, mais ce ne sera pas dans un loyer, cela sera pour eux, par la suite. Faire en sorte qu'ils n'aient pas de souci de financement par la suite, avec les gros travaux qui risqueraient de leur arriver en tant que propriétaire.

M. le Maire : Il y avait une question supplémentaire à la commission qui était si on connaissait le pourcentage de volontaires à l'acquisition.

Jean-Christophe DURA : Ce sont les dossiers qui ont déjà été demandés auprès des personnes qui se sont rapprochées de locataires. Il y a ONV et un autre opérateur qui viendront les aider en ce qui concerne principalement les dossiers de financement avec des ventes qui n'offrent pas une certaine facilité puisque ce n'est jamais facile ; si on n'a pas d'argent, on n'a pas d'argent. En même temps, cela permet de faciliter la compréhension des contrats de prêts.

M. le Maire : Madame DUMOULIN.

Céline DUMOULIN : Effectivement, c'est une mesure que nous allons soutenir afin de favoriser la mixité sociale. Cela ne peut être que favorable pour Villefontaine. Nous avons souligné qu'il était dommage de ne pas avoir eu les études préalables donc, merci d'avoir pris les renseignements et de nous rassurer sur l'opportunité, en tout cas pour les locataires en place, de pouvoir accéder dans un contexte serein à un bien immobilier.

Par contre, j'ai envie de rebondir d'une façon un peu plus générale, pas uniquement sur ce dossier, pour savoir si du côté de la ville et parmi les échanges avec les bailleurs, il y a une réflexion un peu plus générale, quartier par quartier, sur les secteurs qu'on pourra envisager de mettre en vente et sur lesquels on pourrait développer un peu de mixité sociale. Quelle est la nature de la collaboration entre la ville et les bailleurs ? Il y a cette problématique des ventes, d'un côté, mais il y a aussi la gestion, l'entretien - vous en avez parlé dans ce cadre - ainsi que l'accompagnement de la vie des locataires pour lesquels les bailleurs peuvent être un vrai appui si une collaboration se met en place avec la ville. C'était une question un peu générale, mais cela me semblait être l'occasion de rebondir.

M. le Maire : Merci pour votre question. Effectivement, c'est de notoriété publique que nous encourageons la vente du patrimoine social aux locataires qui désirent devenir propriétaires dès lors que les conditions qui viennent d'être citées par Jean-Christophe DURA sont respectées.

Après, nous ne pouvons pas imposer à un bailleur de vendre son patrimoine. Il le fait généralement lorsque les conditions économiques le permettent, c'est-à-dire, lorsqu'il a déjà « amorti » sur une durée suffisamment longue les investissements de départ qu'il a faits. Ensuite, comme il a une obligation légale de reconstruire du logement, il est obligé de réaliser la vente de certains biens pour financer les constructions nouvelles. Donc, nous sommes dans un système.

Nous discutons avec les bailleurs. Dès lors qu'ils ont un projet de vente, ils nous en parlent avant que le Préfet ne soit saisi et que le Préfet ne nous saisisse à son tour pour que nous donnions notre accord sur la réalisation du programme. C'est le premier point.

Deuxième point, sur les rapports que nous avons avec les bailleurs. Je suis tenté de dire qu'à Villefontaine, ils sont exemplaires. Parce que cela fait de nombreuses années que nous dialoguons de manière très régulière avec les bailleurs à travers de diverses instances, que nous les accompagnons, et que nous sommes sur un véritable partenariat, notamment dans les politiques de... (je cherche mes mots).

Carine KOPFERSCHMITT : Nous avons un service logement.

M. le Maire : Nous avons un service logement, mais ce n'est pas ce que je voulais dire. À travers le GUSP, ainsi que l'abattement sur la taxe foncière sur le bâti qui leur permet de consacrer plus de moyens sur certains sujets dont nous discutons avec eux et qui font l'objet d'une convention. Nous signons des conventions avec des bailleurs, avec l'intervention de notre service environnement insertion qui les aide. Nous avons de très bonnes relations avec les bailleurs.

Pour ma part, depuis que je suis en responsabilité, j'ai eu un seul cas où j'ai dû me fâcher, tout rouge, avec un bailleur qui était déficient. Je ne le nommerai pas ici. Ce n'est plus la peine, il est parti. Nous avons réussi à lui faire vendre son patrimoine à un autre bailleur qui a repris les choses en main et qui petit à petit remonte. Là, nous étions vraiment dans le cadre d'une relation qui était perdue parce qu'un bailleur qui avait très peu de patrimoines sur la Commune, et qui s'en désintéressait manifestement. Nous avons dû entamer un bras de force avec lui jusqu'à obtenir de la direction générale le fait qu'ils n'étaient pas en capacité de répondre à nos attentes et de vendre cette partie du patrimoine.

Jean-Christophe DURA : Je vais compléter par une petite chose, peut-être pas sur la prochaine commission, mais celle d'après. Ou si j'y parviens entre les deux, je ferai un envoi aux membres de la commission que Christian GUETAT préside avec Jacques DOS SANTOS et moi-même. Depuis 2008, nous faisons des tableaux à chaque fois qu'il y a une vente de patrimoine d'un bailleur, quel que soit le quartier. Le tableau que nous mettons en place, comme nous l'avons fait présentement sur Saint-Bonnet, nous l'avons sur chaque quartier. Je vais vérifier la mise à jour et le fait qu'il soit un peu plus lisible. Si vous voulez, je le ferai passer de façon que nous puissions avoir... Que ce soit sur les Fougères ou sur d'autres quartiers – Les Fougères, c'est le plus important en population. Ce n'est pas celui qui représente le plus de bailleurs sociaux, mais il était à peu près à 50 %. Il y a une espèce d'équilibre, mais on est en zone plus particulièrement pavillonnaire. Ce qui peut contraindre le contexte.

Par contre, sur le centre-ville où j'aurais peut-être les chiffres, nous sommes encore à 73 % de logements sociaux. C'est une des premières ventes qui devraient intéresser beaucoup de monde. Donc, c'est d'autant plus intéressant, si elle tardait, de faire ce ratio sur l'ensemble de Villefontaine.

Si vous le désirez, je verrai avec le service pour faire un tableau ou peut-être à l'aide de plans comme celui-ci et de couleurs différentes, pour voir quel bailleur a vendu son patrimoine, avec l'ensemble des bailleurs. Nous avons beaucoup de bailleurs sur le centre-ville, vous les avez dans la délibération, il y en a cinq ou six. C'est assez partagé. J'essaierai de mettre cela au point et je le ferai passer aux membres de la commission.

Céline DUMOULIN : D'accord, merci pour cette proposition. Effectivement, nous voulons bien travailler avec vous pour continuer à aller dans ce sens et favoriser la mixité et le bien-être des habitants de Villefontaine.

M. le Maire : S'il n'y a plus de demande d'intervention, je mets cette délibération aux voix. Pour la vente de la SDH des logements sur l'ensemble des Serpentes, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

Adoptée à l'unanimité

26. PROPOSITION DE NON FACTURATION DES PRESTATIONS TEMPS MÉRIDIEEN ET ALSH DANS LES SITUATIONS COVID

Jacques DOS SANTOS : Je vous rappelle que le règlement intérieur du temps périscolaire, notamment la pause méridienne, permet, pour l'instant, de défacturer les gens à 100 %, s'ils ne s'inscrivent pas et si, sur certificat médical, ils préviennent assez rapidement. Puis, 80 % pour l'ALSH.

Nous avons beaucoup de demandes de gens qui du fait du Covid sont soit en situation cas contact, soit en situation d'enfant symptomatique. Donc, ils demandent une révision exceptionnelle des facturations sans tenir compte des délais habituels et puis, surtout, indépendants de leur volonté.

Nous demandons, ce soir, d'accepter cette délibération pour défacturer les gens, de manière rétroactive au 1^{er} septembre pour que tous, sur présentation d'un justificatif, puissent être défacturés.

Il n'y a pas énormément de demandes, mais il y en a quand même eu beaucoup, surtout début septembre. Maintenant les cas contacts sont beaucoup moins « contacts », ils restent à l'école. C'est la directive de l'éducation nationale. Il y a un peu moins d'enfants qui sont concernés officiellement. Officieusement, je ne sais pas combien il y a de cas contact. Nous avons eu beaucoup de demandes, surtout début septembre. C'est la raison pour laquelle nous demandons cette délibération parce que le cas n'était pas prévu dans le règlement intérieur des ALSH et du temps méridien.

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Oui, Monsieur

SALMON.

Jean-Noël SALMON : Je vais rebondir sur cette délibération qui ne pose à mon avis pas de problème. Pour revenir sur la situation de la fin de l'année scolaire, donc les deux dernières semaines du mois de juin, les parents qui souhaitent que leurs enfants restent sur le temps midi à l'école, mais sans cantine, se sont vus facturer ce que je vais appeler des « frais de garde », mais qui ne figurent pas dans le règlement.

J'ai déjà attiré votre attention sur cette question au Conseil Municipal du 10 juillet 2020. Vous m'aviez dit : « Je vérifierai ». Trois mois après, je n'ai pas de réponse donc, je vous relance. Sur quelle base avez-vous facturé aux parents un temps méridien qui n'est pas prévu par le règlement ? Ce dernier ne parle que de repas, éventuellement défalqué dans le cadre d'un contrat pour les enfants présentant des allergies, mais c'est prévu, c'est listé. Il y a une convention entre les parents et l'école. Or là, la totalité des enfants restant à la cantine ne souffraient pas d'allergie, mais se sont vus appliquer ce régime, hors base réglementaire.

M. le Maire : Nous avons donné toutes les explications aux parents en leur donnant la décomposition du prix du repas qui est constitué du repas lui-même... J'entends votre question, Monsieur SALMON. Effectivement, si cela ne figure pas au règlement, il faudra qu'on régularise, dont acte. Nous ne vous avons pas répondu, nous allons reprendre le sujet. Et je m'engage à ce qu'on vous apporte une réponse très rapidement et une réponse définitive.

Jean-Noël SALMON : J'attire votre attention sur le fait que votre réponse se heurtera à une impasse, ce n'est pas prévu dans le règlement.

M. le Maire : Nous verrons quoi faire à ce moment-là. Mais, je reprendrai le dossier. Nous référons un point avec les services et avec Jacques DOS SANTOS pour voir comment nous réglerons ce problème. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur cette délibération ?

Je la mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Elle est adoptée à l'unanimité.

Adoptée à l'unanimité

27. SCHÉMA DIRECTEUR IMMOBILIER ET ÉNERGÉTIQUE : APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT AVEC L'ADEME ET LA BANQUE DES TERRITOIRES

Jacques DOS SANTOS : Cette délibération concerne un appel à projets de l'ADEME, l'agence transition écologique et de la banque des territoires qui a fait un appel à projets dans toute la région Rhône-Alpes et qui demande si des collectivités veulent participer à ce projet. Ce projet, c'est pour nous accompagner dans un diagnostic énergétique des bâtiments. Nous nous sommes dit que Villefontaine : 102 bâtiments, la plupart électriques, datant des années

70, pourquoi ne pas postuler pour ce diagnostic énergétique ? Sachant que le diagnostic des écoles est déjà fait dans le cadre du schéma directeur, mais il reste 90 bâtiments, à part les écoles.

Nous nous sommes dit pourquoi ne pas postuler sachant que ce diagnostic est proposé gratuitement et que l'ADEME sélectionnera 20 collectivités dans la région Rhône-Alpes-Auvergne. Donc, nous vous demandons ce soir si vous acceptez que nous postulions puisqu'il faut joindre la délibération du Conseil Municipal avant le 15 octobre. Nous avons déjà travaillé dessus, mais si vous en êtes d'accord, nous serons dans les délais.

Le diagnostic sera très sérieux et assez long puisqu'il commencera au mois de janvier sur toute l'année 2021 avec un bilan début 2022. Si vous acceptez celui-ci, nous ferons un retour qui permettra d'envisager, même si nous avons déjà quelques idées, les travaux et comment les cibler, etc. Je le redis, ce diagnostic est gratuit pour la Commune. Donc, cela nous paraît intéressant d'avoir une vue globale, et surtout d'un œil extérieur, pour des bâtiments communaux.

M. le Maire : Merci Jacques. Madame DUMOULIN.

Céline DUMOULIN : Nous ne pouvons que nous féliciter de cette réponse à l'appel à projets. Cela correspond effectivement à une des mesures phares qui étaient proposées par notre programme, à l'époque. Donc, nous nous en félicitons.

M. le Maire : Merci. Madame MITTENDORFER.

Anne-Valérie MITTENDORFER : J'ai juste une question. Vous parlez des bâtiments de la Commune. Est-ce que ce sont les bâtiments situés sur la Commune ou gérés par la Commune ? Je pense, par exemple, au cinéma qui est un bâtiment de CAPI sur Villefontaine.

Jacques DOS SANTOS : Ce sont vraiment les bâtiments mairie de Villefontaine. Ce n'est pas un bâtiment communal. Peut-être que CAPI peut aussi postuler dans ce cadre.

M. le Maire : Je pense qu'ils ne s'en priveront pas.

Jacques DOS SANTOS : Ce sont vraiment les bâtiments communaux. La Mairie de Villefontaine, entre autres, et tous les 102 autres bâtiments. Je remercie le service technique qui a commencé déjà en amont, puisque nous avons eu très tard l'appel à projets. Ce sont toujours des choses qui sont compliquées, un dossier compliqué. Donc, merci à Rachel d'avoir mené cela. Si vous en êtes d'accord, ce soir, nous pourrions l'envoyer dès demain ou après-demain.

M. le Maire : S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix. Y a-t-il sur cette participation à l'appel à manifestation d'intérêt des oppositions ? Des abstentions ?

C'est adopté à l'unanimité. Non, pardon, ce n'est pas un vote, on prend acte.

Le Conseil prend acte que nous participons à l'appel à projets.

Prend acte

M. le Maire : Nous avons épuisé l'ordre du jour de ce Conseil Municipal, Mesdames et Messieurs les conseillers. Il y avait des questions écrites qui étaient présentées par le groupe AVEC, je laisse la parole à Monsieur SALMON pour en faire lecture. Pardon, ce sera Madame SAGIROGLU.

Aicha SAGIROGLU : Mon intervention concerne la situation des locaux collectifs résidentiels, LCR. Sachant que Villefontaine dispose d'un réseau conséquent de LCR qui ont été des outils importants pour la vie associative et la vie sociale de notre ville. Aujourd'hui, certains sont inutilisés ou fermés aux habitants et aux associations. Ma question est : pourriez-vous faire le point sur les LCR dans la ville de Villefontaine ? Qui est attributaire et leur actualisation ? Avez-vous défini une stratégie pour ces équipements importants ?

M. le Maire : La réponse est relativement simple. Aujourd'hui, la ville de Villefontaine comporte cinq LCR :

- Un LCR qui est la propriété d'Alpes Isère Habitat, situé aux Armières, qui abrite une partie des activités de la Maison de quartier plus des associations.
- Le LCR Louise-Michel qui appartient à la ville qui abrite les activités de la Maison de quartier de Louise-Michel et des associations, des activités associatives.
- Le LCR Steve Biko dont nous avons parlé précédemment, qui est une propriété de la ville et qui abrite aujourd'hui l'ASVF Ski.
- Le LCR Vincent Scotto qui appartient également à la ville, qui est en cours de mise aux normes PMR et qui est utilisé par la MQLM et des associations.
- Le LCR des Picotières qui appartient à la ville, qui est vide aujourd'hui, qui abritait avant le club de musculation. Il y a une réflexion en cours sur le devenir de cet équipement, parce que celui-ci a une situation particulière. Il est totalement enclavé au milieu de lotissements résidentiels, ce qui, lors de son utilisation, entre autres par le club de musculation, générerait des nuisances sonores et beaucoup de circulation. Il nous empêchait de sécuriser correctement le chemin d'accès. D'ailleurs, il y a dans cette salle des gens qui m'ont posé des demandes particulières à l'égard de cette situation que nous ne souhaitons pas voir perdurer. Donc, nous menons une réflexion actuellement sur le devenir de ce bien qui pourrait être mis en vente.

Aicha SAGIROGLU : Merci pour votre réponse Monsieur le Maire. J'ai une autre question concernant le LCR Muissiat et les Étourneaux, par qui sont-ils gérés ?

M. le Maire : C'est IRA 3F ? Il appartient au bailleur.

Jean-Noël SALMON : La Maison de quartier de Saint-Bonnet en était le gestionnaire puisqu'on pouvait assez facilement...

M. le Maire : L'utilisateur pas le gestionnaire. Mais, IRA 3F l'a repris parce qu'il en a l'usage aujourd'hui.

Jean-Noël SALMON : Et pour les Étourneaux ?

M. le Maire : C'est la médecine du travail, mais cela n'appartient pas à la ville.

Jean-Noël SALMON : Alors à qui ?

M. le Maire : Probablement à un des bailleurs. Ils sont plusieurs sur le site des Étourneaux. Je ne peux pas vous dire lequel des trois, mais il appartient à un des trois bailleurs des Étourneaux. Je vous ai fait l'état de ceux qui sont utilisés ou propriétés de la Commune parce que c'était le sens de votre question.

Jean-Noël SALMON : J'ai une deuxième question. Lors du Conseil Municipal du 10 juillet, nous avons pointé l'illégalité de la délibération de votre proposition fixant les indemnités du Maire et des adjoints. Je vous avais fait remarquer que l'article L2123-22 du Code général prévoyait deux délibérations, une qui fixe le montant de base des indemnités, et l'autre qui traite de la majoration. Vous aviez rédigé une seule et unique délibération qui rendait un peu confus le calcul. Il était juste, mais confus.

J'ai saisi Madame la Sous-Préfète qui m'a répondu début septembre qu'effectivement, elle partageait mon analyse et qu'elle voulait engager un recours gracieux en vous demandant de revenir sur cette délibération. Je suis surpris qu'elle ne soit pas inscrite à l'ordre du jour de ce Conseil, à moins que vous ne décidiez de ne pas faire droit à ce recours.

M. le Maire : Une demande de recours gracieux, ce n'est pas une injonction de retirer la délibération. Sommes-nous bien d'accord ?

Jean-Noël SALMON : Nous sommes d'accord.

M. le Maire : Nous avons été effectivement saisis par le contrôle de légalité, le 7 septembre 2020, en raison de la mention d'un vote pour les deux points et non de deux votes distincts. Je tiens à préciser à ce Conseil, qu'il n'est pas imposé, que les votes fassent l'objet de deux délibérations distinctes, comme cela a été dit dans cette assemblée.

Au-delà de la formalité substantielle, le juge va retenir la volonté de respecter ou non l'esprit de la loi. Il ressort du compte-rendu du Conseil Municipal, que nous avons introduit en explication au recours de Madame la Sous-Préfète, que chacun et chacune des conseillers municipaux présents a été régulièrement informé qu'il y avait deux points distincts dans la

décision relative à l'attribution des indemnités aux élus, qu'il y avait une volonté claire de l'assemblée de traiter ces deux points successivement – c'est écrit dans le compte-rendu Monsieur SALMON, vous pouvez vérifier - que la proposition de voter deux fois a été formulée par moi-même et qu'aucun élu n'a pris la parole pour demander que cela soit le cas.

En substance, il est d'usage dans cette assemblée – nous l'avons encore fait ce soir – de proposer au Conseil Municipal de voter en une seule fois plusieurs délibérations qui ont été présentées successivement avec l'accord des conseillers présents.

Pour l'ensemble des raisons que je viens d'évoquer, et sur présentation des pièces justificatives que nous avons produites auprès de Madame la Sous-Préfète, elle nous a informés qu'elle ne déférera pas la Commune considérant que si la formalité substantielle n'a pas été remplie, l'esprit de la loi et des intentions de vote des conseillers ont été respectés.

Jean-Noël SALMON : Ils l'ont été parce que l'opposition a fait son travail et a débusqué ce point et vous a obligé à l'explicitier parce que je maintiens que votre proposition de délibération était confuse, juste - nous sommes d'accord – mais confuse. C'est bien le débat qui vous a obligé à revenir dessus et à décortiquer le mécanisme en deux points, dont acte.

J'avais annoncé dès le début que je n'entendais pas porter un recours là-dessus. Nous n'allons pas dépenser 3 000 euros de frais pour un résultat dans cinq ans pour ce genre de chose. Simplement, le Code général s'applique à tous. Il faudrait le respecter dans son esprit.

M. le Maire : Monsieur SALMON, confus ne veut pas dire illégal, et puisque Madame la Sous-Préfète ne déférera pas la Commune, je considère que la délibération n'était pas illégale. Le compte-rendu stipule parfaitement que la volonté qui était la nôtre était bien de proposer un vote en deux fois. Si je relis le compte-rendu, ce que vous avez même refusé.

Jean-Noël SALMON : Je vous avais demandé deux délibérations.

M. le Maire : C'est cela, mais les deux délibérations ne s'imposaient pas. Il faut être bien clair là-dessus. Vous avez une autre question Monsieur HALLOUL.

Khalid HALLOUL : Comme c'est l'usage lors des questions écrites, je vais vous la lire telle quelle. Depuis votre prise de fonction, vous évoquez sans cesse que l'état des bâtiments scolaires et la nécessaire refonte de la carte scolaire, allant même jusqu'à évoquer la fermeture nécessaire d'une école. Quatre ans après votre première déclaration, quand la commission environnement et développement durable, compétente pour les questions scolaires, commencera-t-elle à travailler sur ce sujet ? Merci.

M. le Maire : Déjà, je vais rétablir une erreur de calendrier. Cela ne fait pas quatre ans que j'ai fait les premières déclarations parce que ma première déclaration concernant la mise à l'étude d'un schéma directeur des écoles date de trois – quatre mois avant l'arrivée du

nouveau directeur général des services qui est là depuis deux ans. Vous voyez que déjà, on va réduire le calendrier par deux. Ceci dit la question ne porte pas là-dessus, mais je voulais la préciser.

Le rôle des commissions n'est pas de travailler sur les dossiers. Leur rôle, c'est d'émettre un avis sur des dossiers qui font l'objet d'une délibération en Conseil Municipal. C'est la raison pour laquelle, si vous me permettez ce clin d'œil en même temps, je m'étonne que dans les commissions, certains élus ne veuillent pas se prononcer et donner un avis. C'est le rôle de la commission de donner un avis sur les délibérations qui vont être présentées au Conseil Municipal. Donc, on peut se poser la question de la nécessité et de l'utilité des commissions. Il est possible d'aborder brièvement des informations relatives à l'actualité, c'est ce que nous avons fait, mais cela ne peut pas être une session de travail.

Comme je m'y suis engagé, il aura des réunions d'information et de présentation des projets spécifiques dédiés aux plus grands projets et aux élus municipaux, ainsi que, selon les projets, à la population, de façon qu'on puisse pendant ces temps d'échange prendre en compte les remarques et les apports des uns et des autres.

La commission ne travaillera donc pas sur l'élaboration du schéma directeur scolaire, tel que vous le mentionnez là – puisque nous en avons un autre avec l'ADEME – mais des réunions d'information successives sur les avancements du plan d'action pourront être organisées pour tous les élus.

Aujourd'hui, par rapport au calendrier de ce schéma directeur, nous en sommes à la deuxième phase de l'élaboration, c'est-à-dire l'élaboration du PPI. Voilà ce que je peux vous répondre sur ce point. Est-ce que vous avez une autre question ? La quatrième ?

Céline DUMOULIN : Tout à fait, la dernière. Dans le cadre de la relance d'activité économique, l'État a lancé un certain nombre d'appels à projets ou de candidatures. À notre connaissance, Villefontaine en est absente. Ces dispositifs permettent des apports financiers importants pour développer l'attractivité et la résilience de notre ville, quelle est la stratégie de développement de Villefontaine que vous entendez conduire ?

Nous avons notamment en tête deux appels à projets à court terme qui viennent d'être lancés et qui seraient pertinents pour Villefontaine : Petite ville de demain et Agriculture urbaine dans les projets ANRU. La ville pourrait utilement s'en saisir. Êtes-vous prêts à travailler sur ces dossiers ? Nous venons de comprendre que malheureusement, même si nous proposons, nous ne pourrions probablement pas participer activement à ce travail en apportant nos idées, notre énergie et nos expériences.

M. le Maire : Vous faites une conclusion un peu hâtive, Madame DUMOULIN, parce que le fait que j'ai dit que cela ne se travaillait pas en commission ne vous exonère pas d'apporter votre concours et vos réflexions, dans les réunions de présentation et d'informations.

Je pense que j'ai été clair dans mes propos. Pour répondre à votre question, il y a une veille permanente des services de la ville pour s'inscrire dans les dispositifs ou des appels à projets qui peuvent émerger. C'est ce que nous venons de faire. Pour mémoire, le PRU, le FISAC, la Fabrique de territoire, Territoire d'expérimentation, etc.

Notre ambition est bien de nous inscrire dans le développement de l'économie de proximité avec des installations pérennes, nous en avons parlé suffisamment longuement auparavant, de commerces traditionnels, ou pas, qui répondent aux besoins des habitants, en privilégiant le circuit court. C'est ce que nous avons écrit dans notre programme. L'artisanat, la créativité et en recherchant des niches. Carine l'a encore affirmé précédemment.

Sur le dispositif Petite ville de demain, la Préfecture nous a transmis récemment, le 5 octobre 2020, et nous sommes le 12 octobre 2020, les derniers éléments de communication autour de ce dispositif. Il est précisé que les communes éligibles sont celles de moins de 20 000 habitants, nous n'y sommes pas encore ; exerçant une fonction de centralité dans leur bassin de vie. Jusqu'ici les informations faisaient plutôt état de zone rurale. Nous n'entrons donc pas dans les critères de sélection. D'autant que c'étaient les préfets de Département et de Région qui seraient responsables de la sélection de communes.

Il nous est indiqué que le Préfet de l'Isère adressera prochainement les modalités de candidature aux Communes et intercommunalités concernées puisqu'ils ont élargi le champ d'action des dispositifs. C'est bien ce que dit la notification du 5 octobre 2020. L'intercommunalité, c'est important, devant soutenir la démarche de la Commune, c'est-à-dire que nous devons avancer en binôme. Les services municipaux ont prévu de se rapprocher de la Préfecture et de l'intercommunalité.

Sur l'Agriculture urbaine dans les quartiers ANRU, cet appel à projets fait l'objet d'une réflexion en cours dans la collectivité que je souhaite voir aboutir. Je l'avais dit aussi. Toutefois, il fallait rendre une copie avant le 15 novembre 2020. Nous ne sommes pas en capacité de rendre un dossier sérieux, complet, et étayé avant cette date. Donc, il est beaucoup trop tôt pour engager la ville. Cependant, ce n'est pas un frein au travail qui va être engagé dans ce domaine, parce que c'est un domaine qui me tient à cœur.

J'ai répondu à l'ensemble des questions diverses qui avaient été posées par les membres des oppositions. Nous avons épuisé l'ordre du jour de ce Conseil Municipal. Mesdames Messieurs, je vous remercie de votre participation et votre attention. Je vous souhaite une bonne fin de soirée.